An aerial photograph of a village in a dry, sandy landscape. The village consists of numerous small, rectangular buildings made of mud-brick, arranged in a somewhat organized pattern. The surrounding area is a vast, open plain with scattered, small trees and shrubs. The sky is clear and blue. The overall scene depicts a typical rural settlement in an arid region.

# LES CAHIERS STRATEGIQUES

## LES NOUVEAUX DÉFIS EN AFRIQUE

Compagnie Méditerranéenne d'Analyse et d'Intelligence Stratégique

---



# C.M.A.I.S

L'intelligence au service de l'information

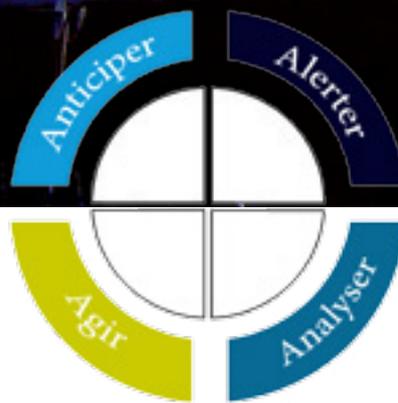
Les nouveaux défis en Afrique

## ANTICIPER LES RISQUES

Dans le but de répondre à diverses problématiques de veille, notre cellule de veille intégrée met à votre service des outils technologiques performants capables d'exploiter des sources électroniques et humaines.

## ALERTER

Afin d'informer et de sensibiliser l'opinion publique ainsi que les décideurs internationaux, nous vous accompagnons dans l'élaboration de votre stratégie dans le cadre des relations publiques, le lobbying, la gestion de crise, la défense de vos intérêts et la protection de votre patrimoine.



## AGIR RAPIDEMENT ET EFFICACEMENT

CMAIS a mis en place un large réseau d'experts et de spécialistes internationaux qui peuvent répondre à des problématiques et des besoins très divers : identification de partenaires, études de marché, études géostratégiques,... Nous comptons ainsi des experts en Afrique de l'Ouest, en Europe (Paris, Madrid, Rome, Bruxelles), dans les pays du Golfe et du Maghreb.

## ANALYSER L'ENVIRONNEMENT

Nos consultants pluridisciplinaires mettent en œuvre leurs expériences et leurs compétences pour vous livrer des prestations de qualité dans des secteurs divers: finance, transport, logistique, géopolitique, sécurité, et autres, dans le but de vous accompagner dans la compréhension des enjeux et des menaces qui pèsent sur votre environnement.



## A PROPOS DE LA CMAIS

La Compagnie Méditerranéenne d'Analyse et d'Intelligence Stratégique - CMAIS est un cabinet de conseil en stratégie et en gestion de risques. Notre société accompagne les institutions dans la maîtrise des risques liés à la globalisation des enjeux et à l'accélération des mutations à travers une démarche de veille, de recoupement, d'analyse et d'étude. La CMAIS fournit à ses clients des notes et des études stratégiques pour les éclairer dans leur prise de décision.

Nos domaines d'intervention sont divers : Secteur public, Agriculture, Energie, Industrie, Transport, Banques & Assurances, NTIC, Sécurité et Défense.

© CMAIS - Tous droits réservés

Site web : [www.cmais-strat.com](http://www.cmais-strat.com)

Tél. : +212 5 37 70 66 16

Fax : +212 5 37 26 47 78

E-mail : [contact@cmis-strat.com](mailto:contact@cmis-strat.com)

114, avenue Allal Ben Abdellah  
10000 Rabat - Maroc

©CMAIS - 2014

L'Afrique dans sa zone méditerranéenne est en proie à de multiples changements depuis cette deuxième décennie des années 2000: conflits internes, révoltes, montée des intégrismes, apparition de nouveaux foyers de terrorisme,... Ces changements imposent aux Etats et aux décideurs de cette région de mieux cerner leur environnement dans le but d'anticiper les risques et les menaces qui pèsent sur leurs institutions.

Les cahiers de la CMAIS présentent des études de référence sur des sujets majeurs axés sur nos travaux de recherches dans nos divers domaines d'activité. Certaines de ces études déjà publiées ont été reprises par des centres de recherche et la presse internationale.

Dans ce premier numéro intitulé « Les nouveaux défis en Afrique », nous avons analysé les événements dans la région sahélo- sahéenne et les nouveaux phénomènes qui y sont apparus. La question de la montée du radicalisme dans cette zone, si proche de la région maghrébine, s'impose d'elle même.

Par ailleurs, nous nous sommes penchés sur les événements en Egypte. Nos consultants se sont intéressés à la question des frères musulmans dans le monde arabe ainsi que le soutien apporté par les monarchies du Moyen-Orient. Ce numéro contient une analyse du cas égyptien et des outils d'influence de la diplomatie qatarienne.

Ce numéro présente également les relations entre l'Afrique et l'Europe et plus particulièrement dans la zone méditerranéenne à travers la militarisation des frontières maritimes de l'Union Européenne qui finira par faire de l'Europe une forteresse difficilement pénétrable.

L'ÉQUIPE CMAIS



<b>EDITORIAL .....</b>	<b>3</b>
<b>TERRORISME .....</b>	<b>6</b>
Les enjeux du conflit de l'Azawad .....	7
Le Maligraphe .....	14
Analyse de la situation au Mali .....	15
Les sources de financement des bandes armées au Sahel .....	17
La prise d'otages comme source de financement du terrorisme ?.....	24
AQMI : Histoire, Réseau et structure .....	25
Analyse de la vidéo d'AQMI publiée sur El Pais .....	32
<b>DÉFENSE .....</b>	<b>35</b>
Les territoires méditerranéens occupés par l'Espagne .....	36
Vers la militarisation des frontières européennes .....	46
<b>GÉOPOLITIQUE .....</b>	<b>51</b>
Egypte : La confrérie à la croisée des chemins .....	52
Les outils d'influence de l'émirat du Qatar .....	61
Le destin qui a conduit Tamim au pouvoir .....	72



# TERRORISME

LES ENJEUX DU CONFLIT DE L'AZAWAD

ANALYSE : SITUATION AU MALI

LES SOURCES DE FINANCEMENT DES BANDES ARMÉES  
DU SAHEL

ANALYSE : LA PRISE D'OTAGES COMME SOURCE DE  
FINANCEMENT DU TERRORISME ?

AQMI : HISTOIRE, RÉSEAU ET STRUCTURE

ANALYSE DE LA VIDÉO D'AQMI PUBLIÉE SUR EL PAIS

# LES ENJEUX DU CONFLIT DE L'AZAWAD



*Le 6 Avril 2012, le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA) proclame l'indépendance de la région de l'Azawad. Cette auto-proclamation a eu lieu suite au coup d'Etat militaire du 22 mars 2012 qui renverse le président malien Amadou Toumani Touré à Bamako. Ce coup d'Etat a provoqué une désorganisation de l'armée malienne dont ont tiré profit les mouvements indépendantistes.*

## HISTOIRE DE L'AZAWAD

L'Azawad est un territoire qui regroupe trois régions du nord du Mali : la région de Kidal, la région de Tombouctou et la région de Gao. Il est situé dans le Sahel, une zone qui s'étend de l'océan Atlantique à la mer Rouge et s'étale sur une superficie de 822 000 km<sup>2</sup>. Cette région est peu peuplée : 1 295 000 habitants en 2009 soit une densité de population de 1,6 habitants au km<sup>2</sup>.

Les revendications pour l'autonomie de ce territoire remontent à 1958. A cette époque, ce territoire était sous administration française. Après l'indépendance du Mali en 1960, les revendications pour l'autonomie ont pris la forme de « rébellions touarègues ».

Début 2012, une nouvelle insurrection est déclenchée par le MNLA qui réclame l'indépendance de la zone. Elle est menée, tout d'abord, conjointement puis séparément avec le mouvement salafiste Ansar Dine, qui veut imposer la charia sur l'ensemble de l'Etat malien, et l'organisation terroriste Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI).

En Avril 2012, le MNLA et Ansar Dine déclarent conjointement l'indépendance de l'Etat islamique de l'Azawad. Quelques jours plus tard, le MNLA dénonce cet accord, et appelle à un Azawad laïc et républicain.

Quelques mois plus tard, le 7 Juin 2012, le Conseil transitoire de l'État de l'Azawad (CTEA) est formé par le MNLA. Ce Conseil est composé de 28 membres et il est dirigé par Bilal Ag Chérif, secrétaire général du MNLA.

.

***« L'apparition de nouveaux foyers de terrorisme dans la région sahélienne pose un véritable problème sécuritaire aux pays limitrophes »***

.

## LES ACTEURS DU CONFLIT DE L'AZAWAD

Le MNLA, Mouvement National de Libération de l'Azawad, est une organisation politique et militaire qui « a pour objectif de sortir le peuple de l'Azawad de l'occupation illégale du territoire 'azawadien' par le Mali ». Ce mouvement se présente comme laïc. Sa principale revendication est l'autodétermination de l'Azawad. Ce mouvement est né vers la fin de l'année 2011, par la fusion de deux mouvements indépendantistes : le MNA (Mouvement National de l'Azawad) et le MTNM (Mouvement Touareg du Nord- Mali).

Le MNA est une organisation politique créée en Novembre 2010 et dont l'objectif est l'indépendance de la région de l'Azawad. Elle se présente comme « une organisation politique de l'Azawad qui défend une politique pacifique pour atteindre les objectifs légitimes pour recouvrer tous les droits historiques spoliés du peuple de l'Azawad. » Quant au MTNM, il s'agit d'un des mouvements responsable des rébellions touaregs qui ont eu lieu entre 2006 et 2009.

Sur le plan de l'effectif, le MNLA compte plus de 3000 membres, dont la majorité sont des Touaregs. Le mouvement dispose d'une branche militaire dirigée par un chef d'état major Mohamed Ag Najem, un ancien Colonel de l'armée du « Guide » libyen, Mouammar Kadhafi. Le Colonel Mohamed Ag Najem a pu s'emparer d'un grand nombre d'armes y compris des missiles sol-air,... lors de la guerre civile contre Kadhafi qui a éclaté en 2011 en Libye et qui a conduit à la chute de ce dernier. Le colonel Ag Najem a été ouvertement soutenu par les forces armées du Polisario qui l'ont aidé à faire passer les armes par l'Algérie avec une complicité certaine de militaires algériens. Les soldats de cette organisation sont d'ailleurs, en majorité, issus de l'armée libyenne qu'ils ont fui suite à la chute du régime libyen en 2011.

C'est le 17 Janvier 2012, qui marque un tournant dans la politique du MNLA. Ce jour, le mouvement attaque des cantonnements militaires dans les villes de Mena-ka, Adaramboukare et Tessalit, au Nord du Mali. Cette date marque le début de la « guerre de l'Azawad »



*Bilal Ag Cherif, secrétaire général du MNLA*

Le second groupe le plus actif dans cette région est Ansar Dine, les défenseurs de la foi. Il s'agit d'un groupe islamiste mené par Iyad Ag Ghaly et créé en Mars 2012. Il est l'un des principaux responsables des révoltes de 2012 au Mali. Le groupe est très actif au nord du Mali dans la région de l'Azawad et son principal objectif est d'imposer la charia, c'est-à-dire la loi islamique, sur l'ensemble du territoire malien. Contrairement au MNLA, Ansar Dine ne réclame pas l'indépendance de l'Azawad mais plutôt l'application de la charia sur l'ensemble du territoire malien.

Principal allié du MNLA après le coup d'Etat contre le Président malien Amadou Toumani Touré, les deux groupes ont proclamé l'Etat islamique de l'Azawad en signant un pacte signifiant la création de cet Etat. Peu de jours après, des affrontements éclatent entre les deux organisations causant le retrait du MNLA de ce pacte.

Ansar Dine a gardé le contrôle du Nord-Est du Mali et plus particulièrement les grandes villes de Kidal et Tombouctou, dans lesquelles il a instauré la charia. Son alliance avec AQMI lui permet d'étendre son influence sur la région et de conserver le contrôle sur certaines villes. Ces deux groupes ont pu désarmer le MAA (Mouvement Arabe de l'Azawad) et combattent ensemble le MNLA.

Du côté des effectifs, on estime à 10 000 hommes le nombre des membres de l'organisation islamiste d'Ansar Dine. Ils sont à majorité issus de la tribu des touaregs des Iforas au sud du territoire de l'Azawad mais comportent également des Nigériens, des Maliens et des Algériens.

Le groupe a annoncé sa première action armée dans une vidéo le 12 décembre 2011. Il revendiquait son désir de propager le jihad dans la totalité de l'Afrique de l'ouest.

Troisième acteur du conflit de l'Azawad : le MUJAO (Mouvement Unité et Jihad en Afrique de l'Ouest). D'obédience salafiste et d'influence wahhabite, le MUJAO est né d'une scission avec AQMI à la mi-2011.

Suite à la bataille de Gao du 27 Juin 2012, le MUJAO, avec l'aide d'AQMI, évince le MNLA de la ville et déclare avoir le contrôle total du nord du Mali. Par la suite, le groupe annonce qu'il s'attaquera à tout pays impliqué dans l'invasion de la région de l'Azawad.

Le groupe s'est distingué par plusieurs coups d'éclats. Le premier fut l'enlèvement, le 22 Octobre 2011, de trois occidentaux travaillant pour une Organisation Non Gouvernementale, dans les camps de Tindouf. Ils furent libérés en Juillet 2012 en échange de 18 millions de dollars et de la libération de trois islamistes. On leur attribua également l'attentat à la voiture piégée de Tamanrasset, le 3 mars 2012, faisant 11 blessés dont dix militaires.

De plus, le groupe est à l'origine de l'enlèvement de sept diplomates algériens durant la prise de Gao en 2012. Il en libèrent trois en Juin 2012. Suite à la capture de trois figures emblématiques du terrorisme local par les autorités algériennes, le MUJAO a demandé la libération de Necib Tayeb, alias Abderrahmane Abou Ishak Essoufi, menaçant l'Algérie de l'exécution des otages capturés. C'est ainsi que le vice-consul algérien, Tahar Touati, fut exécuté faute d'avancement dans les négociations.

Le 27 juin 2012, le MUJAO prend le contrôle du palais du gouverneur et de la résidence du Secrétaire Général du MNLA, Bilal Ag Cherif, suite à une bataille menée spécialement contre ce mouvement. 40 soldats du MNLA sont fait prisonniers. Par la suite, le 1er septembre 2012, le MUJAO prend la ville de Douentza au mouvement sans qu'aucun combat n'ait eu lieu.

Le MUJAO a également noué des liens avec le groupe terroriste ayant prêté allégeance à Al Qaida : AQMI. La succession des attaques menées par le MUJAO contre des ressortissants étrangers a conduit l'organisation à être inscrite le 7 Décembre 2012 sur la liste des organisations terroristes par Washington.

En 2014, le groupe a fusionné avec l'organisation d'un ex-combattant d'Al Qaida au Maghreb islamique, « Les signataires par le sang » de Mokhtar Belmokhtar et forment, ensemble, les « Mourabitounes » qui sont basés en Libye.

Le dernier acteur intervenant dans ce conflit est la branche maghrébine de la nébuleuse jihadiste Al Qaida : AQMI. Cette organisation islamiste armée d'origine algérienne, issue du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) compte près 900 combattants armés. Son objectif est d'instaurer un État islamique dans l'ensemble du Maghreb, du Maroc jusqu'à la Libye, en étendant la guerre sainte, le jihad, sur toute cette région.

Autrefois basée en Algérie et nommée Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), l'organisation a adopté la dénomination AQMI après avoir prêté allégeance à Oussama Ben Laden le 25 janvier 2007.

De l'Algérie, AQMI a étendu sa zone d'intervention dans toute la zone du Sahel en s'alliant notamment avec le MUJAO. Sa zone d'influence s'étend des régions semi-arides du Sénégal jusqu'au Niger, en passant par le Mali et la Mauritanie. AQMI a réussi à rallier les Touaregs à son mouvement, même s'ils ne sont pas de convictions salafistes. Ils restent principalement attirés par l'argent.

Depuis quelques années, l'organisation multiplie les enlèvements d'occidentaux pour obtenir des rançons et asseoir sa notoriété, mais également toutes sorte de trafics. Les trafics et les prises d'otages sont effectués par des mercenaires, puisqu'AQMI ne peut se rendre dans les zones urbaines, où ses membres seraient facilement identifiés et repérés.

En plus du butin accumulé grâce aux rançons, AQMI se financerait en assurant la protection des trafiquants qui font transiter par l'Afrique la drogue latino-américaine à destination de l'Europe.

## L'INTERVENTION ÉTRANGÈRE

Le 12 Octobre 2012, le conseil de sécurité de l'ONU donne 45 jours aux dirigeants africains pour faire des propositions en vue d'une intervention militaire au Nord Mali. Quelque semaines plus tard, la CEDAO s'engage à envoyer 3 300 soldats au Nord Mali.

Les discussions sont maintenues avec les rebelles touareg mais ne conduisent à aucun accord de paix. Par conséquent, le 20 Décembre 2012, le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la résolution qui autorise le déploiement d'un contingent africain au Mali.

La crise a atteint le point de non retour le 10 Janvier 2012 quand les groupes islamistes au Nord Mali se dirigent vers le Sud du pays. Cet événement a conduit la France à lancer une intervention militaire au le Mali, sous mandat de l'ONU dont l'objectif de stopper la progression des islamistes vers le sud.

De son côté, le Conseil de Sécurité des Nations Unies adopte la résolution 2085 autorisant le déploiement de la Force internationale de soutien au Mali (Misma).

## LES MOUVEMENTS ISLAMISTES REBELLES

La situation au Nord Mali est complexe car il existe divers factions rebelles qui revendiquent, chacune, le territoire de l'Azawad. Outre le MNLA, qui se revendique comme mouvement indépendantiste laïc, il coexiste d'autres mouvements, proches de l'islam radical et du salafisme qui font rage dans cette région : Ansar Dine, MUJAO, AQMI. Après avoir chassé l'armée malienne du Nord du Mali, les rebelles se sont emparés des armes et munitions qu'ont laissé les militaires maliens, mais également des équipements lourds : blindés, artillerie, batteries,...

A cela s'ajoute l'arsenal fournit par le défunt Colonel Kadhafi aux milices sahéliennes pour le protéger des rebellions : kalachnikovs, mitraillettes, pick-up, roquettes, missiles sol-air,...

Lourdement armés, la conquête du Nord par les rebelles fut rapide : un mois de combats. Par la suite, les islamistes d'Ansar Dine, du MUJAO, et d'AQMI, en désaccord avec les laïcs Touaregs sur l'instauration de la Charia au Nord Mali et sur l'ensemble du territoire malien, ont pris la main sur l'Azawad en mettant de côté le MNLA (principal allié d'Ansar Dine lors des soulèvements de Mars 2012).

Mais au-delà des groupes armés, un véritable phénomène est apparu dans cette région : l'apparition du terrorisme. D'après le centre de recherche sécuritaire Agwoold, dans une étude parue en juillet 2012, le nombre de terroristes armés et équipés dans la région du Sahel est passée de 500 en 2010 à plus de 6000 en 2012.

Ces recrues sont souvent plus attirées par l'opportunité financière que représente leur enrôlement que par la souscription à la doctrine des mouvances terroristes. Les recrues viennent principalement du Mali, d'Algérie, de Somalie, de Côte d'Ivoire, du Sénégal, de Gambie, du Ghana, de Mauritanie et de Guinée. Les nouvelles recrues s'entraînent dans les anciennes bases et casernes abandonnées par l'armée malienne.

Selon un autre rapport du Centre International pour les Etudes sur le Terrorisme, les camps de Tindouf représenteraient une « cible de choix pour les recruteurs des mouvements terroristes »

A cela s'ajoute une centaine de membres du groupe terroriste Boko Haram qui est venue grossir les rangs du MUJAO. 40% des combattants du MUJAO viennent donc du Niger, et de source locale environ 40% serait originaire de la ville de Gao. Les nouvelles recrues s'entraînent dans les anciennes bases et casernes abandonnées par l'armée malienne.

**« L'arsenal fournit par le défunt Colonel Kadhafi aux milices sahéliennes pour le protéger des rebellions : kalachnikovs, mitraillettes, pick-up, roquettes, missiles sol-air,... »**



Les jihadistes font également office de transitaires vers les pays du Maghreb et par la suite vers l'Europe, prélevant au passage un impôt sur le transit.

En Décembre 2010, les autorités mauritaniennes ont démantelé « un des plus importants réseaux de trafiquants de drogue du Sahel. » Ce réseau faisait transiter la drogue en provenance d'Amérique Latine vers l'Europe en passant par le désert sahélien. Les narcotrafiquants Sud Américains utilisent la « Highway 10 » qui correspond au 10ème parallèle pour accéder et transporter la drogue par l'Afrique de l'Ouest.

A titre d'exemple, l'UNODC (Office des Nations-Unis contre la Drogue et le Crime) estimait, en 2009, le trafic de drogue à 21 tonnes de cocaïne soit un montant de 900 millions de dollars.

## L'OPINION INTERNATIONALE

Depuis le début de crise au Nord Mali, la situation inquiète au plus haut point la communauté internationale. Cette dernière a largement exprimé son inquiétude quant à la dégénération de la situation et le risque de voir la création d'un Etat islamiste terroriste ainsi que la transformation de la zone en une base arrière d'AQMI. Le 12 Octobre 2012, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni pour discuter de la situation au Mali et de la possibilité d'intervenir militairement. Le 20 Décembre 2012, la résolution 2085, autorisant le déploiement de la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali), « afin de rétablir la souveraineté malienne sur l'ensemble du territoire », a été votée à l'unanimité. Elle sera dirigée par une force africaine de la CEDA O composée de 3300 soldats. La résolution précise que l'intervention doit avoir lieu au second semestre 2013, afin de préparer les troupes africaines et d'éviter la période de lourdes chaleurs.

C'est l'avancée des djihadistes vers le Sud Mali a accéléré le déploiement de la force africaine de la CEDA O. Les premiers éléments de cette force armée africaine se mettent en place, à Bamako, sous la direction d'un général nigérian, Shehu Abdulkadir. Le Nigéria, le Niger, le Burkina Faso, le Togo, et le Sénégal ont annoncé, de leur côté, l'envoi d'environ 500 soldats chacun.

Concernant l'intervention militaire au Nord Mali, les Etats-Unis y sont favorables et partagent le même objectif que Paris. Il faut rappeler que pour le Président américain, Barack Obama, l'Etat malien « n'est plus un partenaire privilégié des Etats-Unis », en raison de son instabilité politique et la présence d'activistes terroristes.

Cette décision a conduit les Etats-Unis à mettre fin à toutes les aides en direction du Mali sauf les aides humanitaires. Néanmoins, les américains fourniront aux forces françaises et africaines une aide matérielle. Ils leur permettront, avec l'appui de l'ONU, de frapper les positions d'AQMI qu'ils accusent d'être responsable des attaques de Benghazi en Libye.

La France, de son côté, ne souhaitait pas intervenir au Mali. C'est dans le cadre de la résolution 2085, que le rôle de la France a été défini. Elle devait apporter un soutien technique à la force de la CEDA O « dans la constitution d'une force capable d'aider le Mali à retrouver l'intégralité de son territoire ». Elle devait également envoyer un contingent de 400 militaires en début d'année 2013 pour former l'armée malienne, sous l'égide du Général François Lecointre.

L'avancée des jihadistes vers la capitale malienne et qui aurait placé le Sud Mali comme cible d'attaques de la part des mouvements djihadistes, ont conduit la France a changé de position.

Ainsi, l'Etat français a décidé d'envoyer des troupes au Mali, « pour apporter un soutien aux forces armées maliennes. L'objectif de cette intervention est, pour la France, de stopper l'avancée des djihadistes et de détruire leurs bases arrière.

De son côté, l'Etat burkinabais, à travers son président Blaise Compaoré, est le médiateur de l'Afrique de l'Ouest dans la crise malienne. Ce dernier se disait défavorable à toute intervention militaire. Les attaques des djihadistes ont provoqué un retournement des positions du Burkina Faso qui a décidé d'envoyer au Mali un contingent de 500 hommes.

L'Algérie reste très impliquée dans le dossier Nord malien étant donnée la présence de tribus touaregs dans le désert algérien. Le pays était, au départ, défavorable à l'envoi de militaires au Nord Mali et privilégiait le dialogue. Le pays craint la fuite de djihadistes vers le Sud algérien ainsi qu'un afflux massif de réfugiés maliens sur son territoire. L'Etat algérien privilégie le dialogue. Il a imposé Ansar Dine comme interlocuteur dans la crise malienne, ramenant ce dernier à la table des négociations et à la signature d'un accord de partenariat avec le MNLA ainsi qu'un cessez le feu avec les autorités maliennes.

La signature du pacte avec le MNLA n'a pas empêché Ansar Dine de faire machine arrière en rejetant le pacte et le cessez-le-feu. Cet acte a été suivi par le rapprochement entre Ansar Dine et le groupe djihadiste AQMI.

Néanmoins, l'attitude de l'Algérie reste très confuse. Selon certains analystes, elle voudrait s'implanter dans la région pour bénéficier d'un accès à des sources d'approvisionnement en uranium.

Autre acteur externe dans ce conflit, la Mauritanie. Pour ce dernier, la sécurité est prioritaire. Nouakchott a déployé une unité militaire aux frontières avec le Mali pour renforcer ses positions. Cette décision est motivée par les raids aériens français sur les groupes armés qui contraindraient ces derniers à se réfugier en Mauritanie. Il est à rappeler que pour son Président, la Mauritanie « se contentera d'un rôle de surveillance et de sécurisation de ses frontières » et par conséquent elle ne participera pas à l'intervention militaire qui a lieu au Mali. Néanmoins, elle pourrait intervenir dans le cadre d'un appui aux forces de l'ONU.

## L'AVENIR POUR LE SAHEL ?

La multitude de groupes islamistes armés dans le désert sahélien démilitarisé constitue, pour l'opinion internationale, un foyer de terrorisme. La région est devenue une poudrière. Toute intervention étrangère risque d'attiser la haine et la violence de ces groupes. C'est l'une des raisons pour laquelle les forces armées occidentales n'ont pas souhaité intervenir militairement dans le conflit malien.

Une intervention américaine provoquerait, selon certaines autorités africaines, une situation « à l'afghane ». Quant à la France, son intervention serait interprétée comme une assise de son hégémonie sur l'Afrique. La solution proposée par la CEDAO a été maintenue. Effectivement, l'envoi de troupes africaines connaissant la région reste l'approche la moins risquée pour éviter tout embrasement.

Néanmoins, l'avancée des groupes islamistes (MUJAO, Ansar Dine et AQMI) vers le Sud du Mali a modifié la donne. L'armée malienne ayant déjà subi de lourdes pertes et une défaite cuisante au Nord, les autorités maliennes n'ont pas souhaité revivre une deuxième débâcle. Ajoutant à cela que la perte du Sud du Mali ouvrirait la porte à la création d'un nouvel Etat dirigé par des islamistes proches du mouvement d'Al Qaida dans la région du Sahel et qui appliquerait la charia.

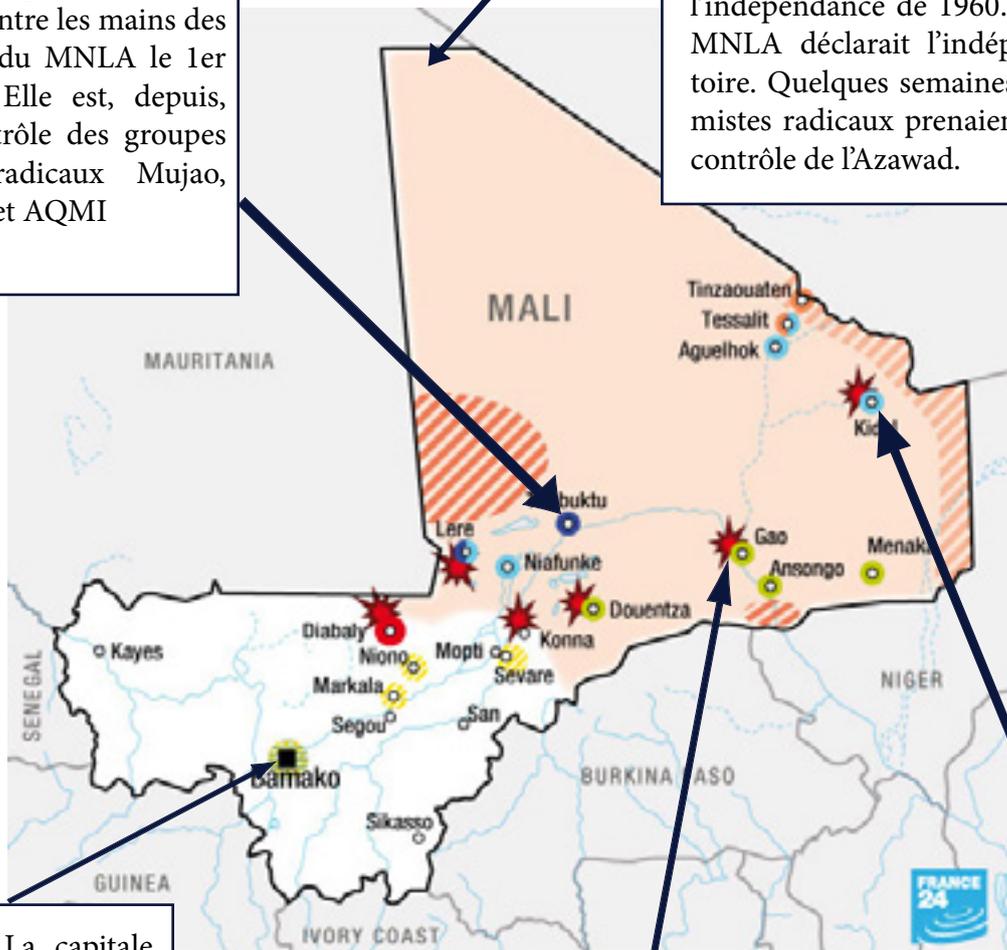
Au delà des frontières maliennes, d'autres groupes font entendre leur voix. Boko Haram au Nigéria, qui existe depuis plus de 10 ans et qui est l'auteur de plusieurs actes terroristes dans ce pays. Une autre organisation islamiste a également vu le jour. Il s'agit d'Ansar Charia, une organisation née d'une scission avec Ansar Dine.

Toutes ces raisons ont poussé la France à intervenir, sous mandat de l'ONU, plus tôt afin d'éviter toute déstabilisation de la région.

# CARTOGRAPHIE DES ZONES DE CONFLIT

**Tombouctou** : La “ville aux 333 saints”, la “perle du désert” est tombée entre les mains des séparatistes du MNLA le 1er avril 2012. Elle est, depuis, sous le contrôle des groupes islamistes radicaux Mujao, Ansar Dine et AQMI

**Azawad** : Historiquement, cette région a toujours été distinguée par les populations du Nord-Mali. Elle a été le théâtre de plusieurs rébellions dites “touareg” depuis l’indépendance de 1960. Le 6 avril 2012, le MNLA déclarait l’indépendance du territoire. Quelques semaines plus tard, les islamistes radicaux prenaient le dessus pour le contrôle de l’Azawad.



**Bamako** : La capitale du Mali a été le théâtre d’un coup d’Etat le 22 mars 2012, qui a mis fin à la mandature d’Amadou Toumani Touré. Des militaires maliens (bérets verts), en tête desquels marchait le Capitaine Sanogo, lui reprochaient de ne pas vouloir se battre face au MNLA. Pourtant, leur coup d’Etat a sensibilisé le pouvoir en place, puisque 8 jours après, le MNLA entrait dans Tombouctou.

**Gao** : Gao est sous la domination du Mujao, une organisation islamiste radicale liée à Al Qaida, depuis qu’il a gagné la bataille pour le contrôle de la ville face au MNLA, les 26 et 27 juin 2012.

**Kidal** : Elle est la ville la plus à l’est du Nord-Mali. Pour cette raison, elle est extrêmement stratégique, et sa proximité avec les frontières nigérienne et algérienne la rend encore plus importante. Kidal est sous le contrôle du groupe Ansar Dine, et constitue le bastion de l’organisation. Iyad Ag Ghali, homme fort d’Ansar Dine, en a fait son bastion.

# ANALYSE DE LA SITUATION AU MALI

Le Vendredi 11 Janvier 2013, l'opération militaire française au Mali baptisée « SERVAL » est lancée. Son objectif est de venir en aide à l'armée malienne pour stopper la percée des groupes rebelles vers le sud du pays.

Il paraît certain, avec l'aide de la France, que l'armée malienne finira par retrouver toutes ses villes du centre qui ont été, tout au long du conflit, présentées comme étant des villes du nord. Cependant, on constate que si les villes sont libérées, les rebelles ne sont ni cernés ni mis hors d'état de nuire. Ces derniers semblent avoir fui vers le grand nord qui forme l'Azawad. On constate également qu'il n'y a eu aucune stratégie d'encerclement des rebelles qui, en descendant vers le sud du Mali, devenaient une cible facile à éliminer. En fuyant vers l'Azawad, il apparaît donc très difficile, pour les armées présentes sur le terrain, de les contrôler.

Ces rebelles n'ayant pas pu être désarmés, risqueraient même de fuir soit vers l'Algérie, soit vers la Mauritanie. Ainsi on voit émerger de nouveaux risques pour les pays de la région comme l'attaque d'In Amenas du 16 Janvier 2013 et revendiquée par les « Signataires de sang », une nouvelle katiba formée de membres d'AQMI et dirigée par Mokhtar Belmokhtar.

En ce qui concerne le Maroc, l'un des risques est qu'un accord soit trouvé avec l'armée algérienne pour que les rebelles rallient le Front Polisario, étant donné les liens établis entre les indépendantistes du Polisario et le groupe djihadiste AQMI.

Ce qui semble être certain est qu'un arsenal très important, dont on ne connaît ni la quantité ni l'efficacité ni la puissance de feu, est arrivé aux mains des rebelles à la suite de leur soutien au régime de Kadhafi. La plupart de ces rebelles étaient des Touaregs et des sahraouis. Tous se sont éparpillés dans toute la région disséminant tout cet armement dans l'ensemble du désert sahélien.

Rappelons qu'à ce jour, il n'y a aucune stratégie cohérente pour éliminer ce danger certain pour les décades à venir non seulement au Sahel et les pays avoisinants mais également pour le monde entier. Il convient de signaler que la stratégie d'Al-Qaïda a beaucoup changé puisqu'elle a demandé à toutes ses cellules dormantes d'intervenir dans les Etats impliqués dans le conflit de l'Azawad. On assiste aujourd'hui à une sorte de solidarité terroriste hors frontières alors que la solidarité internationale titube au conseil de sécurité comme à l'UE et ce malgré le danger que représente la dissémination de ces armes.

La Compagnie Méditerranéenne d'Analyse et d'Intelligence Stratégique (CMAIS) croit que le risque de déstabilisation et d'insécurité ne se limite pas au continent africain ni au monde arabe. Ces régions ne représentent qu'une étape vers l'occident, Europe et Etats-Unis compris.



# LES SOURCES DU FINANCEMENT DES BANDES ARMÉES AU SAHEL



*Peu surveillées par les autorités des pays de la région sahélienne, les vastes zones désertiques sont des zones favorables à tous les trafics*

*L'intervention militaire de la France a permis à l'opinion internationale de prendre conscience des risques qui entourent la région malienne et plus particulièrement le désert sahélien en proie à diverses bandes armées. La création d'un Etat islamiste salafiste et anti-occidental, la présence massive d'armes dont certaines pourraient être chimiques, l'embrigadement de jeunes Touaregs attirés par l'argent dans les rangs des salafistes, les prises d'otages et les demandes de rançons,... sont autant de réalités qu'il convient de cerner au maximum.*

Les principales sources de financement des activités des bandes armées étaient, d'antan, la contrebande de cigarettes, la protection des réseaux et filières d'immigrants clandestins subsahariens vers l'Europe, mais également l'appui financier du régime de Kadhafi, autoproclamé « Roi des Rois d'Afrique », qui se chargeait du recrutement, de la formation et de l'encadrement des factions rebelles et de mercenaires dans le but de déstabiliser l'Afrique de l'Ouest.

Plus récemment, afin d'assurer sa sécurité et sa pérennité, le Colonel Kadhafi avait fait appel à des mercenaires du Niger, du Tchad et du Mali. La chute du Colonel a provoqué la fuite de ces mercenaires vers le désert sahélien, emportant, dans leur bagages, argent, véhicules mais également une quantité importante d'armes : missiles, munitions, mitrailleuses,... même si aucune information fiable n'existe à ce jour sur l'arsenal exact.

Le mode de financement de toutes ces activités criminelles semble avoir évolué vers de nouvelles sources qui se sont développées rapidement après la révolte populaire qui a secoué la Libye en 2011 et qui a mis un terme au régime de Kadhafi.



*Photo du Boeing calciné qui a servi au transport de la cocaïne d'Amérique latine au Mali.*

## LE TRAFIC DE DROGUE, UNE ACTIVITÉ TRÈS LUCRATIVE

Au cours de ces dix dernières années, nous avons assisté à une augmentation conséquente de la quantité de drogue saisie dans la région du Sahel. Le vaste espace démilitarisé que présente le désert sahélien en est la raison.

Pour rappel, en 2009, l'Office des Nations-Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) estimait le trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale à 900 millions de dollars. Une manne importante de ce trafic est captée par les groupes terroristes de la région.

C'est un fait indéniable aujourd'hui que les groupes islamistes présents au Sahel tels qu'AQMI, le MUJAO, Ansar Dine ou encore Boko Haram financent le recrutement de nouveaux éléments et l'achat d'armes par les bénéfices générés par le trafic de cocaïne. Cette drogue provient dans sa totalité d'Amérique latine.

Deux voies de transit de la cocaïne entre l'Amérique et les pays d'Afrique de l'Ouest existent et sont appelées « autoroute 10 ». Par voie maritime, la cocaïne en provenance d'Amérique Latine est réceptionnée dans les pays limitrophes au Golfe de Guinée, à savoir le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Libéria et la Sierra Leone entre autre. Par voie aérienne, l'avion est chargé en Amérique du Sud à destination de la Gambie, et effectue une escale au Sénégal, en Guinée, en Guinée Bissau, puis au Nord du Mali, sans aucun plan de vol régulier.

Pour exemple, l'affaire du « Boeing de la coke ». Début Novembre 2009, les autorités maliennes retrouvent un avion-cargo complètement calciné de type Boeing dans le désert malien. L'avion provenait d'Amérique latine et était chargé de cocaïne. Il a atterri dans la région de Gao au nord du Mali. Une fois la cargaison déchargée, l'équipage et les trafiquants ont mis le feu à l'appareil. L'avion a-t-il échappé à tout contrôle radar dans la région sahélienne ? Ce nouveau type d'appareil laisse présager qu'une quantité importante de cocaïne a été transportée d'Amérique latine vers l'Afrique de l'Ouest.

La drogue réceptionnée par les djihadistes est acheminée vers le Maghreb puis l'Europe. Par le passé, les trafiquants utilisaient des bimoteurs pour transporter leur marchandise soit quelques kilogrammes de drogues.

Certaines études, contrairement à l'ONUDC, prétendent même que la quantité de cocaïne transitant dans les pays du Sahel pourrait atteindre les 250 tonnes par an, soit 14 milliards de dollars. La réalité reste difficile à cerner vu le nombre des bandes armées qui se créent de jour en jour. Mais le trafic de cocaïne n'est pas la seule ressource financière.

Certains réseaux djihadistes profitent également du trafic d'héroïne en provenance d'Afghanistan difficilement évaluable de nos jours.



## LE FINANCEMENT PAR LA PRISE D'OTAGES

On remarque une accélération notable du nombre de prises d'otages massives depuis 2000. Alors que l'on en dénombre deux entre 1980 et 1999, le rythme de prises d'otages massives et spectaculaires a cru exponentiellement au cours des 12 dernières années : depuis 2000, on en compte 6 soit trois fois plus.

Effectivement, entre 1970 et 1999, soit sur une période de 29 ans, il y a eu 4 prises d'otages massives avec un total de 1 100 personnes retenues en otage. Entre 2000 et 2012, soit une période de 12 ans, il y a eu 6 prises d'otages au cours desquelles 3 500 personnes ont été retenues en otage.

Pour les ravisseurs, la prise d'otages massive présente une action populaire. Elle comporte un caractère politique car elle mobilise tous les moyens étatiques pour son traitement. Par exemple, la mobilisation de l'Etat français a été bien moins importante pour la prise d'otages des employés d'Areva/Satom en 2010, qu'elle ne l'a été pour la prise d'otage d'In Amenas en 2013, dans le désert algérien.

L'explosion du phénomène de prise d'otage massive s'explique par les deux objectifs qu'il se fixe. Le premier, de par son caractère spectaculaire, parvient à capter l'attention de l'opinion publique internationale et bénéficie d'une large couverture médiatique. Le second, consiste en un moyen de pression efficace pour les ravisseurs étant donné le nombre de victimes potentielles conséquent.

Il ressort de la cartographie des prises d'otages massives, que depuis les années 1970, au-delà de l'intensification récente des prises d'otages massives, la méthodologie de mise en œuvre a évolué. De même, la sélection des zones cibles a été modifiée. Tout semble avoir beaucoup changé depuis 2000.

Jusqu'en 2000, les prises d'otages massives ciblaient prioritairement des zones ultra-sécurisées dont les résidences d'ambassadeur, les ambassades, les Palais de justice,... et d'autres cibles stratégiques. Cette méthode présentait alors plusieurs avantages. Le premier est l'accroissement de la portée politique d'une opération en s'attaquant à une institution. Le second avantage est l'assurance de la prise d'otages de valeur.

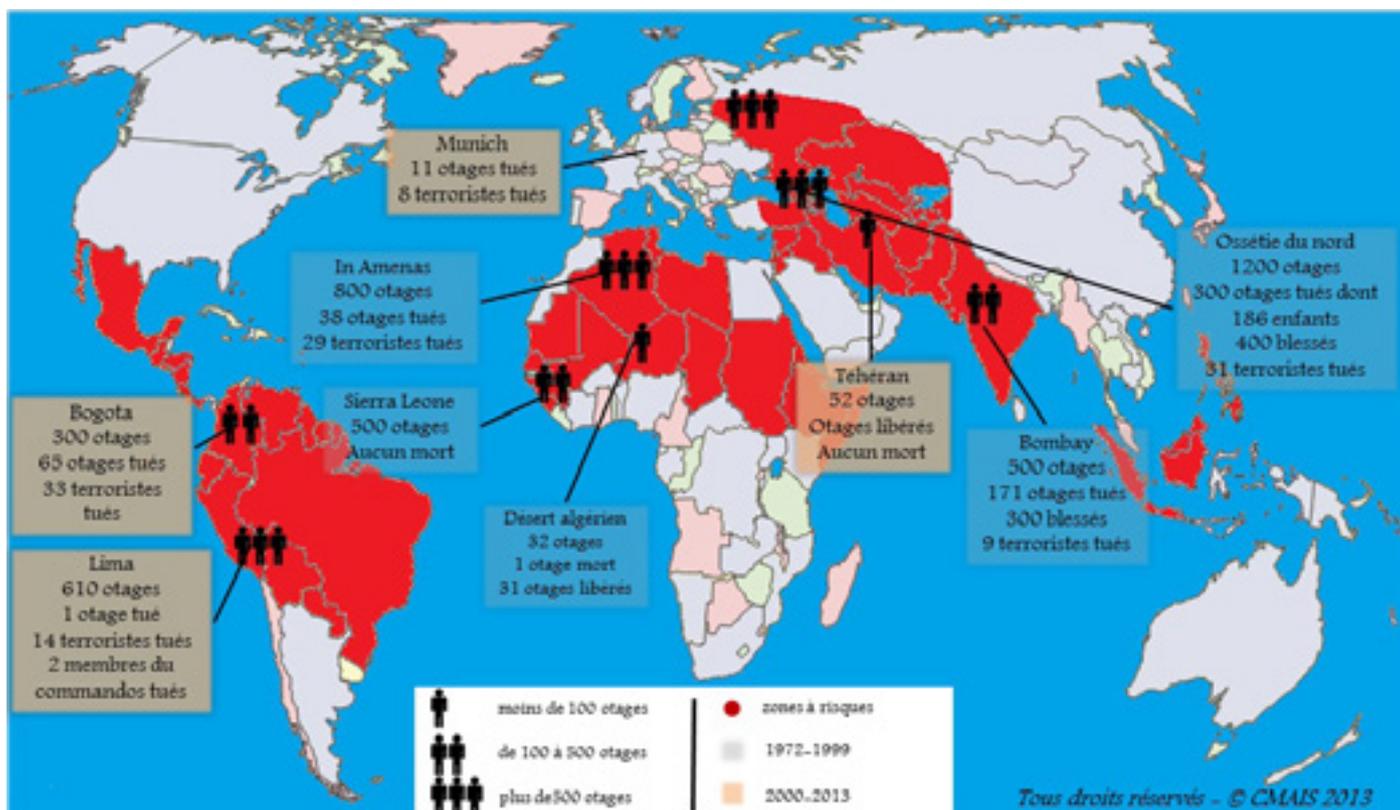
A partir de la fin des années 90, on remarque un changement notable des méthodes des preneurs d'otages.

Tout d'abord, le choix des cibles a évolué. Les auteurs de prises d'otages massives optent désormais pour des espaces publics à forte affluence à savoir les hôtels, les gares, les sites industriels, les écoles,... En effet, hormis l'opération en Sierra Leone, les prises d'otages massives ont constamment pris pour cible les populations civiles depuis 2000.

Ces nouvelles cibles offrent plusieurs avantages aux ravisseurs : un accès plus simple pour les terroristes car moins sécurisés, une couverture médiatique plus rapide et efficace et un sentiment d'insécurité quotidien et général marquant les populations. L'objectif est clair. Il faut marquer les esprits des populations, leur donner une impression de vulnérabilité constante.

On note aussi, que la motivation pécuniaire gagne en importance dans les revendications des terroristes, les rançons étant une source de revenu capitale dans le financement de ces organisations.

***“ Selon Charles Brisard, on assiste à une ‘généralisation de la prise d'otages au Sahel’ ”***



*Cartographie des prises d'otages massives dans le monde entre 1972 et 2013. Réalisée par la CMAIS / Tous droits réservés ©CMAIS 2013*

Il apparaît clairement que les preneurs d'otages tendent à profiter des zones d'instabilité dans le monde pour développer leurs activités : Sahel, Colombie, Tchétchénie, Ossétie, Sierra Léone... Il apparaît également une accélération des prises d'otages sur les deux dernières décennies qui s'explique par l'émergence de ce phénomène en corrélation avec la rentabilité grandissante de ce genre d'activités. La prise d'otage prend, en effet, de plus en plus d'importance dans le financement des bandes armées.

Au delà de la dimension pécuniaire, la prise d'otages massive s'inscrit dans une cause politique : conflit indo-pakistanaï, conflit au nord Mali, conflit israélo-palestinien,... Le flou politique apparaît comme un prétexte pour les bandes armées qui capitalisent sur ce motif pour embrigader les troupes et convertir les locaux à leur cause.

L'importante couverture médiatique accordée à ces opérations poussent les terroristes à se radicaliser et à organiser des prises d'otages de plus en plus spectaculaires et meurtrières.

Selon Jean Charles Brisard, Consultant international spécialiste du terrorisme, on assiste à une « généralisation de la prise d'otages au Sahel. » Jusque-là considéré comme moyen de financement alternatif pour les groupes terroristes, l'enlèvement contre rançon s'est institutionnalisé depuis le rapt de cinq français au Niger par AQMI. Cet enlèvement est symbolique de la campagne majeure de prises d'otages ciblant les étrangers au Sahel depuis 2003.

D'un autre côté, les officiels de l'UE et des Etats-Unis sont inquiets par la multiplication de connexions entre AQMI et plusieurs organisations dont Boko Haram et Al Shebbab et plus récemment le Polisario. Les liens grandissant entre le Polisario et AQMI mettent en péril la région. Il apparaît qu'AQMI tisse sa toile au Sahel et la croissance critique des kidnappings d'occidentaux en atteste.

## LES MOYENS UTILISÉS

L'institutionnalisation de la prise d'otages comme moyen de financement des organisations terroristes dans le Sahel est vectrice des plus grandes inquiétudes sur le plan sécuritaire dans la région. Ces opérations visent de plus en plus de civils dans des espaces publics contribuant à inscrire ainsi la terreur dans le quotidien des populations. La demande de rançon fait partie des revendications des groupes terroristes.

Elle est devenue aujourd'hui un des points forts du processus de négociation. L'acceptation du principe du paiement de rançon de la part des Etats visés par les groupes terroristes et les nouvelles politiques de gestion de crise par les nations souveraines expliquent l'explosion du nombre des raptés dans la région saharo-sahélienne. Les ravisseurs choisissent les périodes électorales pour recourir à ces méthodes.

Depuis 2001 et la généralisation du terrorisme, la communauté internationale a pris un ensemble de mesures et de décisions pour répondre à ce nouveau phénomène. Dans la gestion des opérations de prises d'otages, l'échange de prisonniers avec les groupes terroristes est une mesure généralement exclue. Dès lors, la seule alternative pour libérer les otages se limite au paiement de rançon en dépit des conventions internationales sur la répression du financement du terrorisme de 1999 et 2002.

Ces situations profitent aux groupes terroristes. Elles leur permettent de renflouer leurs moyens de soutien qui devient de plus en plus important dans les régions frappées par la sécheresse où le besoin se fait sentir au sein de la population.

Depuis 2003 et surtout après la prise d'otages du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC et ancêtre d'AQMI) dans le sud algérien, on a noté une institutionnalisation de cette activité chez ces organisations. D'après Jean-Claude Brisard, les estimations des revenus d'AQMI issus de rançons dans la région du nord Mali avoisinaient les 65 millions de dollars au 25 octobre 2011. Cette somme correspondrait à plus de 90% des revenus de l'organisation. La valorisation d'un otage occidental par AQMI est de 6,5 millions de dollars en moyenne.

La manne financière procurée par cette activité a eu pour conséquence sa généralisation. C'est ainsi que les prises d'otages, dans la région, ont augmenté en une année de 150% entre 2008 et 2009. Ainsi, la problématique des paiements de rançon se pose clairement aujourd'hui dans la situation d'instabilité que connaît le Sahel.

L'accroissement des revenus provenant des prises d'otages, et l'usage fait de ces recettes posent un problème sécuritaire majeur dans la région. Ces recettes sont utilisées pour le financement d'opérations terroristes, le recrutement et l'équipement des groupes terroristes.

La nouvelle stratégie de segmentation des zones cibles choisies par AQMI dans la région rend les expatriés et les civils facilement exposés à de pareilles opérations. Ce fut le cas lors de la prise d'otage d'In Amenas en Algérie au courant du mois de Janvier 2013. Sans une étroite collaboration des Etats, les perspectives de développement du terrorisme restent ouvertes.

## LA PROBLÉMATIQUE DE LA NÉGOCIATION OCCIDENTALE

Le problème de l'acceptation de l'idée qu'un Etat démocratique puisse négocier avec des terroristes est des plus complexes. D'une part, elle peut être présentée par les ravisseurs comme une soumission par la force de l'Etat concerné par la prise d'otages. Ce dernier se verrait obligé d'accepter les conditions de négociation émanant de terroristes. Cette situation impliquerait fatalement la reconnaissance de la légitimité des ravisseurs.

D'autre part, les chances de réussite de ces négociations sont conditionnées par la possibilité de libération des otages. D'où une position de force naturelle des terroristes dans le processus de négociation, qui doit se tenir dans la plus stricte clandestinité, faisant de l'Etat négociateur un otage supplémentaire entre les mains du mouvement terroriste capable à tout moment de dévoiler l'existence de ces négociations et de les faire échouer. L'Etat négociateur sera davantage obligé à obtenir la libération pour garder toute crédibilité.

Par ailleurs et pour ne pas s'incliner devant des exigences d'ordre politique, les Etats se verront obligés à négocier le montant de la rançon et les conditions de son paiement. Les deux possibilités sont porteuses de lourdes conséquences morales pour le gouvernement négociateur. Payer serait de nature à encourager la multiplication des prises d'otages. Refuser de payer donnerait du gouvernement une impression d'incapacité à préserver la vie de ses citoyens et des signes d'indifférence à l'égard de sa communauté à l'étranger. Répondre aux exigences politiques des preneurs d'otages ferait d'un Etat légitime un Etat complice du terrorisme.

Aussi, la question est de savoir avec qui les négociations se font-elles? Négocier directement avec les terroristes au risque de perdre toute légitimité politique ou étatique. Ou bien négocier par l'intermédiaire de trafiquants au risque de laisser apparaître à l'opinion internationale que les gouvernements entretiennent des liens effectifs avec le crime organisé. Plus la libération devient effective plus les liens noués deviennent nombreux et importants.

A cette complexité s'ajoute le rôle de l'opposition qui, souvent, ne ménage aucun effort pour discréditer les gouvernements négociateurs, surtout à l'ap

**« Sans une étroite collaboration des Etats, les perspectives de développement du terrorisme restent ouvertes »**

proche de périodes électorales. Or les preneurs d'otages semblent bien comprendre cette contradiction et cherchent à en tirer profit au maximum, allant même jusqu'à inciter l'opposition à saborder le processus de négociation pour la libération des otages. Cette réalité s'est faite au bénéfice de l'action terroriste avec toute autre action sous-jacente cri-

minelle : contrebande, narcotraffic, trafic humain, trafic d'armes,...

Les conventions internationales ne semblent pas avoir trouvées des mécanismes susceptibles d'empêcher les organisations politiques d'user de cette situation née d'une action criminelle.

Ces groupes terroristes font montre d'une solidarité à toute épreuve d'où la difficulté à lutter efficacement contre eux. Leurs doctrines usant de déformations de l'islam, de reliquats de la pensée marxistes continuent de prospecter dans les régions où la misère et l'analphabétisme subsistent. Cette extraordinaire combinaison de facteurs à risques façonne un terreau fertile pour la prospérité des bandes armées dans la région.

# LA PRISE D'OTAGES COMME SOURCE DE FINANCEMENT DU TERRORISME ?

Le trafic de cocaïne en provenance d'Amérique Latine ne représente qu'une part de la manne financière générée par les jihadistes. En effet, ces derniers tirent une grande partie de leur financement des prises d'otages.

Effectivement, les otages représentent une manne financière conséquente pour les groupes terroristes et une médiatisation importante qui permet aux jihadistes de diffuser leur revendication sur les chaînes de télévision européennes.

Ces sommes permettent aux jihadistes de financer leurs actions, former les nouvelles recrues et faire leur propagande à travers la production de supports médiatiques telles que la production de vidéos de propagandes ou encore la publications de magazines.

La récente enquête du New-York Times avance que les rançons demandées aux pays européens varient entre 200 000 euros et peuvent aller jusqu'à 10 millions d'euros. Ces sommes permettent aux jihadistes de financer leurs actions, former les nouvelles recrues et faire leur propagande à travers la production de supports médiatiques telles que la production de vidéos de propagandes ou encore la publications de magazines.

Par conséquent, les conséquences morales pour les gouvernements négociateurs sont lourdes. Payer les rançons demandées reviendrait à encourager la multiplication des prises d'otages et refuser de payer donnerait une impression d'incapacité à préserver la vie de ses citoyens.

Ceci implique que les Etats démocratiques négocient avec les terroristes et deviennent par conséquent complice du terrorisme. Ainsi la question suivante se pose : qui négocie avec qui ? Les négociations se font-elles à travers un intermédiaire comme c'est le cas avec le MUJAO, qui dispose d'Adnane Abou Walid Sahroui, en tant que négociateur attitré du mouvement ?

Il faut aussi préciser que parmi les bandes armées présentes dans cette région et qui bénéficient de ces mannes financières, on trouve certains groupes terroristes tels qu'AQMI, Boko Haram, Ansar Dine, les Mourabitounes (groupe issu de la fusion entre le MUJAO et « Les signataires par le sang » de Mokhtar Belmokhtar).

# AL QAIDA AU MAGHREB ISLAMIQUE : HISTOIRE, RÉSEAUX ET STRUCTURE



*« Souvenons-nous que les gens contre qui nous nous battons aujourd'hui, nous les avons créés il y a 20 ans. Nous avons fait cela parce que nous étions enfermés dans un conflit avec l'Union Soviétique qui a envahi l'Afghanistan et nous ne voulions pas qu'ils contrôlent l'Asie Centrale. » C'est en ces termes, qu'en Juillet 2013, Hilary Clinton dévoile les relations établies entre les Etats- Unis et Al Qaida.*

Créée en 1988 par le saoudien Oussama Ben Laden et l'égyptien Ayman Al Zawahiri, l'organisation jihadiste Al Qaida était implantée en Afghanistan. En 1996, Ben Laden diffuse sa déclaration de Jihad contre les Etats- Unis qui étaient, pour Al Qaida, l'ennemi numéro un du monde arabo-musulman conduisant ainsi à des attentats signés par cette organisation.

Le 11 Septembre 2001 marque un tournant dans l'organisation terroriste. Les attentats perpétrés contre le « World Trade Center » qui ont causé la mort de plus de 3000 morts ont fait connaître au Monde entier Al Qaida et son leader Oussama Ben Laden. Voir renaître l'ancien califat était le principal but des organisations islamistes et jihadistes qui ont, depuis ces attentats, fleuri dans le monde arabo-musulman.

Au Maghreb, l'organisation en charge d'établir ce plan est Al Qaida au Pays du Maghreb Islamique plus connue sous le nom d'Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI). Son principal objectif est d'instaurer un État islamique dans l'ensemble du Maghreb, du Maroc jusqu'à la Libye, en étendant la guerre sainte (jihad) sur cette région.

Les récents événements dans la bande sahélienne, région longtemps épargnée par les questions religieuses, ont mis en relief l'importance du sujet. L'apparition de groupes salafistes au Nord du Mali, la prise d'otages sanglante dans le sud algérien et la prise d'otages au Kenya nous imposent de comprendre ce qui c'est passé, et les causes de la propagation de cette idéologie dans les régions voisines.

## HISTOIRE D'AQMI

Al Qaida au Pays du Maghreb Islamique (AQMI) est le plus important groupe jihadiste d'Afrique du Nord. Ses origines remontent au Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) algérien basé en Kabylie, au Nord-est de l'Algérie. Sa création s'est faite en 3 phases. La première se situe vers la fin des années 80 avec la création du Groupe Islamiste Armé (GIA) composé de jihadistes algériens revenus du Pakistan et d'Afghanistan où ils avaient suivis une formation au maniement des armes et des explosifs, les deux dernières phases sont la création du GSPC en 1998 puis l'allégeance du chef du GSPC à AQMI.

Au cours des années 1980, plusieurs algériens ont immigré vers le Pakistan dans le but de lutter contre le régime soviétique en place en Afghanistan. Ils ont été formés à l'idéologie jihadiste et aux méthodes du jihad par les jihadistes afghans. La chute de l'URSS vers la fin des années 1980 a conduit ces algériens à revenir à leur pays. Dès leur retour, la population algérienne les a surnommé les « algériens-afghans ».

En Décembre 1991, le FIS (Front Islamiste du Salut), un parti politique islamiste, remporte les élections législatives avec une majorité écrasante : 82% des suffrages exprimés. L'armée algérienne refusant la naissance d'une république islamique en Algérie engage un coup de force en Janvier 1992 et annule les élections. C'est le début de la guerre civile. Les algériens-afghans, qui luttent contre le régime algérien et l'armée, se regroupent au sein d'un mouvement unique : le Groupe Islamiste Armé (GIA), en Octobre 1992.

Le GIA n'a tenu que 6 ans. Plusieurs guerres internes ont éclaté au sein du groupe, conduisant, en Septembre 1998, à une scission du Groupe Islamiste Armé. Cette scission, conduite par Hassan Hattab, un ancien commandant du groupe a donné naissance au Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC).

La stratégie d'Hassan Hattab consiste à faire du GSPC le plus important groupe islamiste de la région Nord africaine. Pour cela, il tente d'attirer tous les déçus du GIA. C'est ainsi qu'il a attiré dans son organisation Nabil Sahraoui, qui prendra la tête du GSPC en août 2003, et Abdelmalek Droukdel (le chef actuel d'AQMI). Il a également incorporé des groupes affiliés au GIA comme la branche saharienne du GIA.

En août 2003, Hattab est remplacé par Nabil Sahraoui à la tête du GSPC. En Juin 2004, ce dernier est tué lors d'affrontements avec les forces de l'ordre algériennes. Abdelmalek Droukdel devient alors émir de l'organisation et prend le nom d'Abou Moussab Abdelwadoud. C'est sous l'impulsion de ce dernier que le GSPC débute sa stratégie d'expansionnisme vers l'international.

Abdelmalek Droukdel, alias Abou Moussab Abdelwadoud, est né en 1970, à Meftah, en Algérie. En 2004, il devient le leader du GSPC. Il est l'instigateur du ralliement du GSPC au mouvement d'Oussama Ben Laden, qui devient, en 2007, AQMI dont il est promu émir.



*Abdelmalek Droukdel,  
alias Abou Moussab Abdelwadou*

Le rapprochement avec les réseaux d'Al Qaida en Irak d'Abou Moussab Al Zarkaoui en est le premier point. Il a ainsi permis d'envoyer les jihadistes du GSPC en Irak pour combattre les Etats-Unis d'Amérique. Ces derniers ont pu, à travers Al Qaida en Irak, bénéficier d'une formation et d'une expérience au combat. Ce rapprochement marque une première étape d'internationalisation du GSPC tout en maintenant le plan de fédération des groupes salafistes régionaux à un mouvement unique déjà initié par Hassan Hattab.

La seconde étape de l'internationalisation du GSPC a lieu en Septembre 2006. A cette date, le GSPC se rallie à la nébuleuse jihadiste de Ben Laden : Al Qaida. Un communiqué d'Abdelmalek Droukdel, paru le 13 Septembre 2006 et daté du 11 Septembre 2006, soit 5 ans après les attentats de New-York, indique que les jihadistes algériens ont décidé de prêter allégeance au cheikh Oussama Ben Laden.

Par la suite, le 24 Janvier 2007, le GSPC change de nom. Un nouveau communiqué de Droukdel indique qu'après plusieurs tractations, le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat a décidé de changer son nom pour devenir l'Organisation d'Al Qaida au Pays du Maghreb Islamique (AQMI). Droukdel conserve son poste de numéro 1 au sein de cette organisation. Son objectif est l'établissement d'un grand émirat au Maghreb allant du Maroc à la Libye.

Ce nouvel événement a permis à Droukdel et à son organisation d'avoir une aura internationale. Le label Al Qaida lui octroyant une notoriété plus grande afin d'unifier les groupes jihadistes au Maghreb et dans la région sahélienne.

## ORGANISATION D'AQMI

L'apparition de nouveaux groupes islamistes dans la région sahélienne tels que le MUJAO (Mouvement Unicité et Jihad en Afrique de l'Ouest) ou Ansar Dine ainsi que l'opération militaire SERVVAL, menée par la France au Nord du Mali, ont permis de neutraliser quelques leaders d'AQMI. Cette nouvelle donne a conduit à des changements au niveau de la structure de l'organisation jihadiste.

Le projet d'AQMI, qui consiste à établir un émirat islamique au Maghreb, s'étendant du Maroc à la Libye en passant par le désert sahélien a conduit son émir Abdelmalek Droukdel à organiser ce vaste territoire en plusieurs régions dirigées par les « katibas ». Chacune de ces « katibas » est dirigée par un des « fidèles » de l'émir Abdelmalek Droukdel qui continue de gérer l'organisation depuis l'Algérie.

Katiba Al Fourghane dirigée par Abou Talha Al Mauritanien. Cette katiba est en charge de la zone mauritanienne proche de la frontière malienne. Elle est principalement composée de combattants mauritaniens et maliens.

Katiba « Tariq Ibn Ziyad » ou El Fatihine est considérée comme la plus radicale d'AQMI. Elle aurait, à son actif, plusieurs meurtres et kidnappings. Elle serait dirigée aujourd'hui par l'algérien Said Abou Moughatil.

Katiba Al Ansar, la seule katiba dirigée par un jihadiste qui ne soit pas algérien : Abou Abdelkarim Taleb. Ce dernier est un touareg du Mali, membre de la famille d'un dirigeant d'Ansar Dine, un groupe jihadiste basé au Nord du Mali. Cette katiba opère au Nord du Mali et au Niger. Elle est composée de touaregs nigériens et maliens.

Malgré une structure bien organisée et dont la direction est composée de fidèles de Droukdel, AQMI semble en perte d'influence. Au Nord du Mali, les nouveaux groupes tels qu'Ansar Dine ou le MUJAO ont été créés par d'anciens membres d'AQMI même s'il existe encore des liens étroits avec l'organisation de Droukdel. Mais la plus grande défection à laquelle a dû faire face cette organisation est celle de Mokhtar Belmokhtar, contrebandier disposant d'un large réseau de trafic dans la région sahélienne, et qui est le principal « trésorier » d'AQMI.

Belmokhtar est né en 1972 à Ghardaïa, en Algérie. Il a combattu très jeune en Afghanistan. Très actif depuis plus de 15 ans au Sahel, il est marié à une notable touareg du Mali. Surnommé « Mister Marlboro », il supervise des trafics de cigarettes, de drogues, d'armes, de migrants. Il dispose d'excellents réseaux et de protections au sein des populations locales, ce qui facilite ses activités.

Ce dernier, en créant sa nouvelle Katiba « Al mouwakaoune bidam » (Les signataires par le sang), a décidé d'abandonner AQMI en décembre 2012 pour prêter allégeance directe à Ayman Al Zawahiri, le numéro 1 de l'organisation Al Qaida. Belmokhtar disposerait de bases en Lybie où il semble qu'il y a déjà regroupé ses troupes.

Malgré la défection de Mokhtar Belmokhtar, Al Qaida au pays du Maghreb Islamique bénéficie de l'appui de certains groupes salafistes dans la région sahélienne et qui sont affiliés à Al Qaida.

Parmi ces groupes, Boko Haram, une organisation jihadiste basée au Nigéria créée en 2002 et qui a pour objectif d'instaurer la charia dans le pays. On peut citer également Ansar Dine, un groupe islamiste créé en Mars 2012 au Nord du Mali et qui a pour principal objectif d'imposer la charia sur l'ensemble du territoire malien. AQMI peut compter aussi sur les Shebab de Somalie, une organisation créée en 2006 en Somalie et qui milite pour l'instauration de la Charia dans ce pays ainsi que Ansar Al-Charia, une organisation salafiste tunisienne créée en 2011 en Tunisie.

## LES OUTILS DE COMMUNICATION

La communication de l'organisation des jihadistes d'AQMI a évolué au cours de son histoire. Ainsi, on assiste à trois phases dans l'élaboration de l'argumentaire utilisé par l'organisation dans ses discours et ses communiqués. La première est initiée lors de la création du GSPC par Hassan Hattab. La deuxième phase est celle initiée par Droukdel. La dernière phase est celle impulsée par l'adhésion à AQMI.

Lors de la création du GSPC par Hassan Hattab, la communication n'avait pas de portée stratégique pour l'organisation. La priorité était donnée à l'unification des mouvements salafistes et jihadistes d'Algérie et des régions aux alentours. Cette stratégie a été maintenue lors de l'arrivée de Nabil Sahraoui à la tête du GSPC.

L'année 2004 marque un tournant dans la vision stratégique du GSPC. Avec l'arrivée de Droukdel, très admiratif du mouvement d'Al Qaida dirigé par Oussama Ben Laden où la propagande joue un rôle important, la communication devient un élément stratégique. Pour Droukdel, la perte d'influence du GSPC était due à sa communication trop axée sur les problématiques algériennes.

Pour étendre son influence sur les autres groupes jihadistes et créer le grand émirat du Maghreb islamique, Droukdel considère qu'il faut adopter une communication plus globale et une vision panislamiste dans les discours. C'est à partir de ce moment que le GSPC adopte l'argumentaire d'Al Qaida, à savoir la lutte contre les croisés, l'appel à la « création des Etats- Unis islamiques », l'utilisation de la guerre en Irak et de la cause palestinienne pour recruter de nouveaux jihadistes. On a assisté lors de cette période au lancement du premier site web jihadiste algérien : jihad-algeria.net ainsi que d'un magazine jihadiste en ligne intitulé « Al-Jamaa ». Cette stratégie initiée par Droukdel n'est pas suivie d'effet pour plusieurs raisons : Cette stratégie initiée par Droukdel n'est pas suivie d'effet pour plusieurs raisons : le manque d'exposition du GSPC, une communication non centralisée, le manque de légitimité religieuse, une communication toujours axée sur l'Algérie et qui échappe au contrôle de l'organisation. A cela s'ajoute également le fait que le GSPC, contrairement à la confrérie des frères musulmans, ne dispose d'aucune doctrine propre à son mouvement ni de penseurs tels que l'égyptien Youssef Al Qaradaoui, qui est à l'origine de la doctrine religieuse des frères musulmans.

Le plus gros bénéfice médiatique pour le GSPC fut l'annonce de l'allégeance de ce groupe au mouvement d'Al Qaida. Ceci lui a permis une exposition plus large ainsi que la possibilité de bénéficier des réseaux et des méthodes de communication d'Al Qaida. Abdelmalek Droukdel fait son apparition comme la figure du jihad au Maghreb. C'est ainsi que fut créée, en 2009, la fondation Al- Andalus for Media Production. Cette fondation est le bras médiatique d'AQMI.



## AL-ANDALUS FOR MEDIA PRODUCTION

Al-Andalus for Media Production (fondation Al- Andalus) a été créée en Octobre 2009. Cette entité est le bras médiatique de d'AQMI et a pour objectif de répondre aux besoins de communication de l'organisation à travers la création de contenu médiatique sous plusieurs formes (audio, vidéo et écrit) et dans plusieurs langues (anglais, arabe, espagnol et français) et la diffusion des messages à une large audience.

Pour répondre à ces objectifs, AQMI a établi une stratégie pour la fondation Al-Andalus qui s'articule autour de trois axes : l'établissement d'une nouvelle stratégie de communication, le recrutement de nouveaux combattants jihadistes et l'augmentation de la présence en ligne en utilisant les nouveaux outils de communication proposés sur le web.

N'ayant pas la possibilité d'user des vecteurs de communication conventionnels comme la télévision, la radio ou la presse, les organisations terroristes telles qu'AQMI, se sont tournées vers le web. Pour communiquer avec une large audience, la fondation Al- Andalus crée du contenu audio, vidéo et écrit et le diffuse sur les réseaux sociaux.

Le web 2.0 regroupe des outils intervenant sur les plateformes de réseaux sociaux et d'intelligence collective permettant une mise à jour permanente des informations et une interaction entre le rédacteur et l'éditeur du contenu. C'est un espace qui permet une large et rapide diffusion des messages, mais également le recrutement de personnes par AQMI ainsi que leur mobilisation.

C'est dans ce sens qu'AQMI a pu bénéficier d'une large audience auprès des jihadistes à travers différentes plateformes (sites web, blogs, réseaux sociaux) tout en mettant en avant leur chef : Abdelmalek Droukdel. Pour mieux comprendre ce phénomène, il est nécessaire de revenir aux sources de la communication du GSPC.

Le premier contenu a été créé en 1999 par le GSPC. Il s'agissait d'une cassette VHS de mauvaise qualité contenant des images de soldats algériens arrêtés par les jihadistes. Le manque de ressources humaines qualifiées pour créer du contenu de qualité manquait à l'organisation.

En 2004, sous l'impulsion de Droukdel, devenu émir d'AQMI, la communication a pris un rôle important. La nouvelle stratégie d'expansion du GSPC, qui allait devenir AQMI, accorde une place plus importante à la propagande. La stratégie consiste également à faire émerger une personnalité et la faire connaître au public jihadiste : Abdelmalek Droukdel.

L'allégeance à Al Qaida, l'adhésion à son réseau de communication et la création de la fondation Al-Andalus ont permis de pallier le manque de ressources humaines et de centraliser la création du contenu.

Le nouveau contenu s'articule autour d'un argumentaire bien étudié. AQMI utilise une rhétorique qui s'articule autour du triptyque Afrique du Nord-Moyen-Orient-Europe. Ces thèmes sont reliés les uns aux autres.

Tout d'abord, l'Afrique du Nord et le Sahel qui représentent la zone d'action d'AQMI. Ils ont permis à l'organisation terroriste de recruter un grand nombre de volontaires pour le jihad. Cette zone est la base de recrutement des jihadistes. Ajoutant à cela que la région sahélienne étant une large étendue déserte et non surveillée.

Vient ensuite les sujets relatifs au Moyen-Orient et principalement la Syrie et l'Irak servent de « destination jihadiste » pour les nouvelles recrues tout en rendant crédible l'idée de « Guerre Sainte Contre l'Occident » (GSCO).

Le dernier thème est celui de l'Europe et les Etats musulmans qui lui sont alliés deviennent les principales cibles de la propagande d'AQMI. Toutes les publications de la fondation Al-Andalus prennent pour cible l'Europe et particulièrement l'Espagne et la France.

Le rôle de la fondation Al-Andalus, dont l'objectif principal est la création de contenu médiatique sous différentes formes et dans plusieurs langues est clair. La stratégie du bras médiatique d'AQMI a permis de diffuser les appels au jihad de façon instantanée et de mobiliser les jihadistes en utilisant les nouvelles technologies et techniques de communication occidentales. Pour exemple, la vidéo publiée par El Pais appelant au jihad et produite par cette la fondation Al-Andalus est de très bonne qualité.

Al-Andalus diffuse son contenu principalement sur le web dans des blogs et des sites jihadistes mais également à travers le réseau social twitter. Ces réseaux sociaux, qui sont devenus au cours de ces dix dernières années le vecteur de communication le plus puissant du web, permettent une diffusion rapide vers une large communauté mais également de rassembler et de mobiliser la communauté jihadiste autour de la cause d'AQMI.

C'est dans ce cadre que la fondation Al-Andalus a lancé un fil twitter @Andalus\_Media et un blog intitulé « Africa Muslima ». Le fil twitter contient des messages en anglais, en arabe, en espagnol et en français. Il publie des vidéos et des liens vers des communiqués et des documents d'AQMI produits par Al-Andalus.

Le blog « Africa Muslima » a été créé le 30 Avril 2013. Il est géré par la fondation Al-Andalus. Il contient des vidéos, des documents, des photos et des messages à l'attention de la communauté jihadiste. Pour le lancement du blog, un communiqué a été diffusé sur le web. Il indique qu'un fil twitter et une page facebook du blog ont été créés. Ce blog a pour objectif de diffuser l'information d'AQMI à l'ensemble de la population musulmane en Afrique et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest. Néanmoins, la page facebook n'existe plus car elle a été supprimée par les administrateurs de facebook. Le fil twitter du blog est toujours actif et son premier message date du 2 mai 2013.

Il apparaît clairement que la mort d'Oussama Ben Laden, en Mai 2011, a marqué un tournant dans l'évolution d'Al Qaida. Une nouvelle stratégie a vu le jour. Elle consiste en la décentralisation de l'organisation en accordant plus d'autonomie et d'indépendance aux groupes affiliés à l'entité Al Qaida.

Plus orientés vers les médias et la guerre informationnelle, les jihadistes semblent avoir compris la portée stratégique de l'internet qui représente un espace qui facilite la liberté d'action. Le web leur permet de communiquer facilement et rapidement, de coordonner leurs manœuvres, de former, de mobiliser, et d'enrôler de nouvelles recrues.

Actuellement, les jihadistes sont à même de produire du contenu sur différents supports et dans différentes langues. Ils maîtrisent les outils de communication du web 2.0 tel que les blogs et les réseaux sociaux pour porter leur message à une large audience.

C'est ainsi qu'AQMI, avec les réseaux d'Al Qaida, manie parfaitement ces outils. L'organisation, à travers Al- Andalus for Media Production, son bras médiatique, maîtrise également toutes les techniques de communication vidéo. L'exemple de la vidéo publiée par El Pais le démontre parfaitement : un montage vidéo bien ficelé et un enregistrement sonore de très bonne qualité menés par une équipe bien formée.

Une nouvelle forme de jihad a vu le jour. Les attentats-suicides qui entretiennent la peur au sein des sociétés civilisées semblent faire place à une guerre psychologique menée depuis la Kabylie par le leader d'AQMI, Droukdel et ses disciples.



Communiqué d'AQMI sur la bataille de Wagadou

# ANALYSE DE LA VIDÉO D'AQMI PUBLIÉE SUR EL PAIS



Le 13 Septembre 2013, le journaliste espagnol du quotidien El Pais, Ignacio Cembrero rédige un article sur une vidéo publiée par Al Qaida au Pays du Maghreb Islamique. Cet article s'intitule : « *Al Qaeda pide a los jóvenes marroquíes que 'emigren' hacia Alá y no en patera.* », Al Qaida demande aux jeunes marocains d'émigrer vers Allah et non en barque.

La vidéo, qui appelle les marocains à commettre des actes terroristes au Maroc, et dont le lien a été publié sur l'article, a été réalisée par la fondation Al-Andalus (Al-Andalus Foundation for Media Production) le 1er Septembre 2013, puis a été publiée sur le site d'El Pais. De même, un lien sur l'article du Journaliste Cembrero renvoie vers cette vidéo.

Cette vidéo possède des caractéristiques spécifiques : les retouches, la correction ou altération des couleurs dans le montage prouvent une certaine expertise en matière de montage ainsi qu'une maîtrise avancée des différentes plateformes de montages à savoir *Final Cut Pro* ou *Avid Media Composer*, qui sont des outils professionnels correspondant aux standards « Hollywoodiens » de montage vidéo.

Pour ce qui est des techniques de montage utilisées pour la réalisation de cette vidéo, elles sont typiques des formations américaines puisqu'elles regroupent les bases des techniques enseignées dans les cursus des collèges et universités américaines.



Première image de la vidéo publiée par El Pais

On peut ajouter à cela que les séquences vidéos ont été tirées du web et des différentes publications sur l'internet : les extraits portent tous, sans exception, la signature des différentes chaînes télévisées ou médias qui ont enregistré ou capturé les images.

Sur le plan audio, on peut affirmer que la retranscription des paroles et leur sous-titrage prouvent que la personne ayant produit ce montage dispose d'une connaissance approfondie des outils de vidéo compositing, à savoir le logiciel Adobe After effects qui est, à ce jour, le seul outil permettant de telles manipulations vidéos. Rappelons que ce logiciel est utilisé par les professionnels. Par conséquent, il semblerait que toutes les séquences qui présentent des images accompagnées de textes reprenant les paroles de la voix-off, ont été traitées par ce logiciel.

Pour conclure, la personne ayant réalisé ce travail disposerait d'une formation dans le montage vidéo et audio. Pour preuve, la prise de son, qui est de très bonne qualité, semble être réalisée à partir de l'outil Sound Track Pro, un outil professionnel de traitement du son. Par conséquent, deux solutions se présentent. La première est que la vidéo a été montée par un professionnel disposant d'une formation en montage vidéo et en mixage de son. La seconde est que cette vidéo a été réalisée par un monteur vidéo accompagné d'un technicien mixeur de son qui maîtrise l'outil Sound Track Pro, seul logiciel abordable et accessible permettant une prestation aux standards professionnels.

Concernant la diffusion de la vidéo, notre cellule de veille a retrouvé un article rédigé par Ignacio Cembrero sur ce sujet. Il est intitulé « Al Qaeda en el Magreb bautizo con el nombre de Al Andalus su aparato propagandístico » qui signifie « Al Qaida baptise du nom d'Al Andalus son appareil de propagande ». Cet article, publié le 16 Octobre 2009 soit peu de temps après la création de la fondation Al Andalus, présente la fondation et sa place dans la nouvelle stratégie de communication d'AQMI.

Dans cet article, l'auteur reconnaît que cette nouvelle entité (Al-Andalus) est le bras médiatique du groupe terroriste AQMI. Cembrero avance qu'Al-Andalus « est la compagnie de production médiatique d'AQMI » et affirme que les communiqués, les messages vidéos et les messages audio de cette entité sont reconnaissables car ils portent tous le logo de la fondation. Pourtant, l'article datant du 13 Septembre 2013 traite d'une vidéo réalisée par Al-Andalus. Le logo de la fondation est clairement visible sur toutes les séquences et la première image présente le producteur de la vidéo, à savoir, Al-Andalus for Media Production.

Cette vidéo, qui dure 41 minutes selon Ignacio Cembrero, appelle clairement les marocains au jihad et plus particulièrement à commettre des actes terroristes au Maroc.

Il semble donc, que malgré la connaissance de la provenance de la vidéo et par conséquent de son contenu, le quotidien El Pais ainsi que son journaliste Ignacio Cembrero ont publié, de façon volontaire et en toute connaissance de cause, des messages d'Al Qaida appelant à la haine et à la violence.





# DÉFENSE

LES TERRITOIRES MÉDITERRANÉENS OCCUPÉS PAR  
L'ESPAGNE

VERS LA MILITARISATION DES FRONTIÈRES EUROPÉENNES

# LES TERRITOIRES MÉDITERRANÉENS OCCUPÉS PAR L'ESPAGNE



*Le 29 Aout 2012, au levé du jour, sept activistes, membres du Comité de Coordination pour la Libération des villes et territoires d'Afrique encore sous occupation étrangère, ont surpris, dans leur sommeil, l'armée espagnole qui occupait le rocher dit de Velez de la Gomera ou Ile de Badis.*

L'armée espagnole sur cette île est formée de «Regulares», une branche de l'armée de terre. Les Regulares sont les forces régulières indigènes et font partie de l'armée de terre espagnole. Les Regulares de Melilla n° 52, chargées de la protection des territoires occupés de Peñón de Vélez de la Gomera, Peñón de Al-

hucemas et les îles Jaaffarines. Le second groupe est celui des Regulares de Ceuta n°54. (supprimer le saut de ligne) Les Regulares sont principalement mobilisées à chaque frictions avec le Maroc : en 2002 lors du conflit de l'îlot de Leila et en 2012 lors de l'incident de la presqu'île de Badis.

Les activistes ont eu toute latitude pour planter quatre drapeaux marocains, filmer leur action et prendre des photos du rocher libéré, avant que l'armée espagnole ne se réveille et essaye de les arrêter.

Trois des militants ont échappé aux militaires, alors que quatre d'entre eux ont été fait prisonniers : Youssef Abbou, et son oncle Hafid Abbou, Azmani Said et Sghir Ali.

Quant au gouvernement espagnol, il a préféré accuser la marine militaire marocaine d'incapacité à contrôler ses frontières. Accusations relayées par les médias espagnols, la presse électronique, les réseaux sociaux et diverses plateformes web.

La position du Maroc a du mal à se faire entendre. La présence et l'occupation de l'espace médiatique par la presse espagnole en est la cause. Cet événement remet en question la souveraineté espagnole sur ces territoires.

## LES TERRITOIRES OCCUPÉS

En Méditerranée, on dénombre 7 territoires occupés par le Royaume d'Espagne dont les enclaves de Ceuta et Melilla. La totalité de ces territoires est revendiquée par le Royaume du Maroc.

Ceuta est une ville autonome espagnole située sur la face méditerranéenne du détroit de Gibraltar et revendiquée par le royaume du Maroc. L'Espagne annexe Ceuta en 1580, en la prenant aux portugais. Elle se situe à 15 kilomètres de la province espagnole de Cadix. Tour à tour province de Cadix et port franc, Ceuta a obtenu le statut de ville autonome en 1995. Elle fait également partie de l'Union Européenne.

Auparavant, la ville de Ceuta était rattaché administrativement à la province de Cadix, et avant l'entrée de l'Espagne en 1986 dans la Communauté Européenne, en 1986, la ville avait eu le statut de port franc. Sa population était estimée à 79 000 habitants en 2006 dont plus de 40% est musulmane (selon l'ONG Observatoire Internationale).

La ville de Melilla a été occupée par l'Espagne en 1497. Jusqu'en 1995, la ville de Melilla était administrée comme une province de la commune de Malaga. Depuis la ville s'est transformée en ville autonome dont le statut se rapproche des communautés autonomes espagnoles. Melilla fait partie des enclaves espagnoles faisant l'objet d'une revendication marocaine.

Dotée d'une population de 72 000 habitants, dont la moitié est musulmane selon l'ONG Observatoire International. Au cours du XXème siècle, la vie économique de la ville s'est transformée. Elle passe du statut d'une ville industrielle jusqu'en 1956 à une place commerciale majeure de la région animée par le commerce transfrontalier légal et de contrebande. La principale activité économique de l'enclave de Melilla est le secteur tertiaire qui représente la plus grande part de génération de revenu de la ville.

La promulgation de la constitution espagnole de 1978 a transformé Melilla en « Ciudad Autonoma », une ville à laquelle se superpose une collectivité territoriale disposant d'une grande autonomie au sein d'un état décentralisé. L'état central y est représenté par la « Delegacion del Gobierno », une sorte de préfecture en charge des activités régaliennes (monnaie, défense, intérieur...).

Melilla est également représentée au Parlement national espagnol par un député siégeant à la Chambre basse du Parlement. Elle est également représentée par deux sénateurs siégeant à la Chambre haute.



*Les îles Jaafarines vues des côtes marocaines - Octobre 2012 / Tous droits réservés - © CMAIS2013*

Melilla bénéficie aussi d'un statut privilégié au sein de l'Union Européenne. Bien que faisant part de l'espace intégré, elle ne fait pas partie de son espace fiscal : pas de TVA sur les prix à la consommation de biens et services. C'est ainsi, que depuis 1863, l'intégralité du territoire de l'enclave est considéré comme un port franc.

Les îles Jaafarines ou islas Chafarinas sont un groupe de trois petites îles situées au large des côtes marocaines en Méditerranée occupées par l'Espagne depuis 1848. Elles sont à 48 kilomètres de Melilla et à 3,5 kilomètres au large du village marocain de Rass el-Ma (traduction de l'espagnol « Cabo de Agua »). La superficie des îles est de 52,5 hectares. Les trois îles ont été baptisées par l'armée espagnole : l'île du Congrès qui est la plus grande des trois et dont la superficie atteint les 22,5 hectares, l'île du Roi Francisco (12,7 hectares) qui sert de cimetière à l'archipel et l'île d'Isabelle II d'une superficie de 15,9 hectares. Cette dernière est la seule habitée et est située entre les deux autres îles, à un km de la première île et à 175 m de la deuxième.

Le Peñón de Vélez de la Gomera ou rocher de Badis est une île qui se situe au Nord du Maroc et d'une superficie de 1,9 hectares. Ce rocher est géographiquement situé à 260 kilomètres de l'enclave de Melilla et à 117 kilomètres de l'enclave de Ceuta. Son point le plus haut est à 87 mètres. Le rocher de Badis est une presqu'île car il est relié aux terres marocaines. Après une première occupation qui a duré de 1508 à 1522, il est réoccupé par l'Espagne en 1564. Le rocher est revendiqué par le Maroc qui ne reconnaît pas la souveraineté espagnole.

La population qui vit sur le rocher est l'unité du « Cuerpo de Regulares » de l'Armée de terre espagnole, dont le nombre évolue en fonction de la conjoncture politique entre l'Espagne et le Maroc. Le rocher est administrativement rattaché à la ville autonome de Melilla. Son ravitaillement s'effectue par bateau et par hélicoptère (45 minutes de vol) à partir de Melilla.



*L'île de Nkor, une des trois îles au large de la ville marocaine d'Al Hoceima - Octobre 2012  
Tous droits réservés - © CMAIS 2013*

Le Peñón de Alhucemas ou îles d'Al Hoceima sont un groupement de 3 îles situées à quelques centaines de mètres de la ville marocaine d'Al Hoceima. L'île de Nkor, principal île du groupe, possède la forme d'un bateau. L'île compte un fort, des maisons, une église et une garnison militaire composée d'une soixantaine de soldats. Sa superficie est de 15 hectares. Elle a une longueur de 70 mètres, une largeur de 50 mètres et une hauteur de 27 mètres. Les deux autres îles sont rattachées à l'île de Nkor. La Isla de Mar ou encore île de la mer dont la hauteur atteint les 4 mètres. Quant à la Isla de Tierra ou île de la terre, c'est un rocher haut de 11 mètres. Ces deux îles sont officiellement inoccupées même si des militaires campent sur l'île de la terre. Les trois îles sont rattachées administrativement à Melilla. Leur occupation date de 1673. Au début du siècle, le rocher principal, à savoir l'île de Nkor, était habité par près de 400 personnes (bagnards compris) et comptait de nombreux commerces.

L'îlot du Persil, ou isla Perejil, ou encore île de Leila, se trouve à 200 mètres des côtes marocaines en Méditerranée. Sa distance de Ceuta est de 6 kilomètres à l'ouest. L'île n'est pas habitée et sa réputation est due au fait d'être un territoire contesté.

Un consensus semble exister au moins sur le terrain : ni marocains, ni espagnols sur l'île. Effectivement, sa souveraineté est disputée par le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne. Les deux États la revendiquent en s'appuyant sur des données géographiques et historiques.

Le dernier territoire occupé par l'Espagne en Méditerranée est l'île d'Al Boran. Située à une distance de 57 kilomètres des côtes marocaines et à 84 kilomètres des côtes espagnoles, l'île s'étale sur une superficie de 7,12 hectares. Elle est rattachée administrativement à la commune d'Almeria. À 100 m au nord-est, se trouve l'îlot du nuage ou « el islote de la Nube ». Son occupation remonte à 1540. Elle a été prise par l'Espagne au corsaire Al Borani. Al Borani était un corsaire qui menaçait le trafic maritime avec la ville andalouse d'Almería, ce qui lui a valu le nom d'Al Boran. L'île sert de relais entre la ville d'Almería et l'enclave de Melilla. Le gouvernement espagnol l'utilise comme base militaire.

## CEUTA

---



L'enclave de Ceuta a été occupée par le Portugal en 1415. En 1580, l'Espagne annexe ce territoire en le prenant aux portugais.

**Population** : 82 376

**Militaires** : 3500

40% est musulmane (selon l'ONG Observatoire Internationale).

## MELILLA

---



La ville de Melilla a été occupée en 1497, à l'époque de l'expansion maritime de l'Espagne et du Portugal.

**Population** : 78 476

**Militaires** : 3500

Le moitié de la population est musulmane (selon l'ONG Observatoire International)

## VELEZ DE LA GOMERA / ILE DE BADIS

---



En 1564, l'île de Badis a été occupée par l'Espagne sous ordre de Felipe II. Aujourd'hui, l'île est rattachée à Melilla.

**Population** : Inhabitée

**Militaires** : 30 (Régiment de Regulares)

---

 PENON DE ALHUCEMAS / ÎLES D'AL HOCEIMA
 

---

1673 est l'année où les rochers de Al Hoceima ont été occupés par le prince de Montesacro sous le règne de Carlos II

**Population** : Inhabitée

**Militaires** : 30 (Régiment de Regulares)




---

 AL BORAN
 

---

L'île a été occupée lors de la bataille de Al Boran en 1540. Elle est aujourd'hui rattachée à la province de Almeria.

**Population** : Inhabitée

**Militaires** : Infanterie de marine




---

 ISLAS CHAFARINAS / ILES JAAFARINES
 

---

Ces îles ont été occupées par le Général Narvaez en 1848.

**Population** : Inhabitée

**Militaires** : 30 légionnaires




---

 ISLAS DE PEREJIL / ILOT LEILA
 

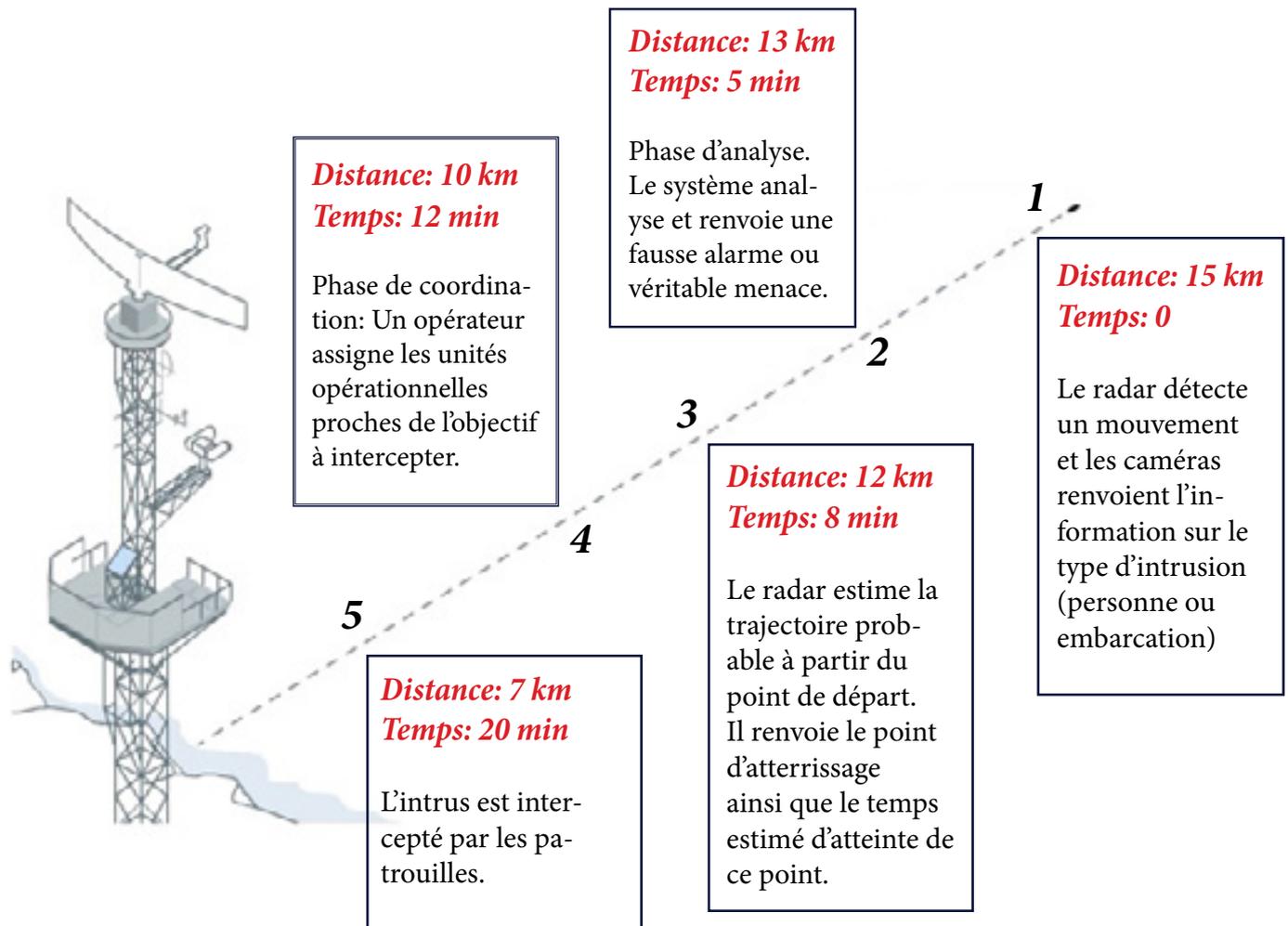
---

Un No man's land revendiqué par l'Espagne et le Maroc. En 1808, l'Empire britannique occupe l'île pour l'évacuer en 1813 au profit de l'Espagne.

**Population** : L'île est inhabitée

**Militaires** : Aucune présence militaire





## LE SIVE

Depuis le début des années 2000, l'Union européenne a développé divers programmes et dispositifs pour la sécurisation de ses frontières dont : Frontex et le SIVE. Le SIVE (Système Intégré de Vigilance Extérieur) est un système de surveillance des frontières d'un pays qui a été initié en 1998. Ce système, qui a vu le jour en 2002 en Espagne, a pour objectif la surveillance et la défense de l'ensemble de la côte sud du pays. Il est totalement opérationnel sur le territoire espagnol depuis 2008.

Depuis le début des années 2000, l'Union Européenne a développé divers programmes et dispositifs pour la sécurisation de ses frontières dont : Frontex et le SIVE. (Saut de ligne). Le SIVE (Système Intégré de Vigilance Extérieur) est un système de surveillance des frontières d'un pays qui a été initié en 1998. Ce système, qui a vu le jour en 2002 en Espagne, a pour objectif la surveillance et la défense de l'ensemble de la côte sud du pays. Il est totalement opérationnel sur le territoire espagnol depuis 2008.

Les radars du SIVE détectent les mouvements et le type de menace. Par la suite, il transmet les ordres aux équipes d'intervention pour intercepter toute personne ou embarcation s'approchant des frontières espagnoles.

Le SIVE est composé de radars longue distance, permettant la détection, l'identification, le suivi puis l'interception de toute personne ou embarcation sur une zone donnée de la Méditerranée, d'un système de communication pour transmettre toutes les informations, d'un centre de commandement qui reçoit les informations du SIVE et prend les décisions d'intervention et d'unités d'interception terrestres, maritimes et aériennes. Ces unités sont chargées d'intercepter les personnes ou l'embarcation à un point donné.

À l'heure actuelle, ce système est installé dans les régions suivantes : les îles canaries, Ceuta, toute la côte andalouse.

## FRONTEX

Frontex (ou Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures) a été créé le 26 Octobre 2004.

Frontex a débuté ses activités le 3 Octobre 2005 et a pour missions la mise en oeuvre des règles de l'UE relative aux frontières extérieures des Etats membres, la coordination des opérations de gestion des frontières extérieures des Etats membres et la garantie de normes communes et efficaces.

Le budget de Frontex relève entièrement de l'Union Européenne. A ce titre, une enveloppe de 285 millions d'euros (sur la période 2007 - 2013) est allouée à l'agence dans le cadre d'un programme européen de protection des infrastructures dites critiques. L'agence Frontex disposait, en 2012, des moyens suivants : 26 Hélicoptères, 22 Avions légers, 13 Navires.

D'un autre côté, le SIVE représente le premier système intégré utilisé dans l'Union Européenne pour la surveillance de ses frontières.

Les deux programmes combinés, à savoir le SIVE et le projet Frontex, dénotent une militarisation des frontières européennes. Elles démontrent également, qu'aujourd'hui, une présence physique aux abords des frontières n'est plus nécessaire notamment en ce qui concerne leur surveillance.

## ANALYSE STRATÉGIQUE

50 ans après la fin du phénomène de colonisation généralisée, les cartes du jeu géopolitique mondial sont redistribuées et nombres sont les découpages géographiques source de conflits sanglants à travers le globe. Il n'est pas question ici de tomber dans la lamentation perpétuelle et la pleurnicherie postcoloniale source du pire des paternalismes (cf. France-Afrique). Il est plutôt question d'éveiller les consciences sur le fait que les frontières des nations n'obéissent en rien aux découpages artificiels pensés post ère coloniale mais plutôt au sentiment d'appartenance à une nation, à un peuple vivant sur un même espace territorial intégral.

Si au jour d'aujourd'hui, le Maroc est épargné par les effusions de sang, les guerres de frontières demeurent omniprésentes dans le quotidien du royaume chérifien. Au-delà de l'éternel conflit monopolisant les troupes au sud du Sahara, il existe nombre d'îlots encore occupés à l'heure actuelle par l'Espagne au large des côtes marocaines. La conscience de l'appartenance de ces terres au Royaume n'a été généralisée qu'à la suite de l'incident de l'îlot de Leila opposant le Maroc à l'Espagne en 2002.

L'Espagne, pays lourdement endetté, continue pourtant à mobiliser des fonds publics pour entretenir des colonies. C'est en partant de ce constat que nous tentons de dresser un état des lieux de la politique extérieure espagnole. En effet, le peuple espagnol est miné par un chômage de masse, une conjoncture économique défavorable, un étranglement financier sans précédent,...

Et le gouvernement espagnol continue à maintenir un budget pour entretenir les terres d'autrui. Il nous suffit de regarder les indignés, les jeunes poussés dans la rue par un chômage supérieur à la barre des 20% pour comprendre que l'entretien de cet héritage colonial espagnol ne relève pas d'une bonne gouvernance.

L'entretien de ces enclaves coloniales pèse sur le budget même si les hauts responsables espagnols ne cessent de le nier. Ces enclaves font l'objet d'une surveillance constante de la part de la Guardia Civil et de la patrouille maritime. Le maintien de ces troupes sur place, joint au frais d'entretien des casernes et du budget des villes de Ceuta et Melilla constituent un poids mort à l'échelle du budget de fonctionnement du gouvernement espagnol. Seul un lien filial développé avec ces enclaves justifie aux yeux des nostalgiques le maintien d'un budget militaire pour ces territoires.

La restitution de ces territoires demeure aujourd'hui la seule solution viable pour une sortie de crise permettant ainsi, aux deux parties (Espagne et Maroc) de mettre fin à une situation anachronique source de tensions diplomatiques certaines. En effet, les incidents de l'îlot de Leila et de la presqu'île de Velez de la Gomera ont conduit les gouvernements des deux pays à une situation de tension lorsque respectivement des militaires et des militants marocains ont tenté d'occuper l'île en signe de protestation.

L'occupation des territoires marocains serait-elle un moyen de pression pour l'Espagne sur la Grande-Bretagne et le Maroc? L'hypothèse a été soutenue officiellement à maintes reprises. L'Espagne, qui conteste l'occupation du rocher de Gibraltar par la Grande-Bretagne, avance que tant que cette situation sera jugée comme ordinaire, son occupation de Ceuta et Melilla sera légitime.

Alors qu'il faut préciser qu'il n'existe aucune déclaration officielle espagnole liant les deux situations. Ainsi, les territoires Marocains sont, pour l'Espagne, un lot de consolation lui permettant d'avoir un double accès stratégique au Nord et au Sud du détroit, ainsi que la surveillance des zones au large de leurs côtes. Le Maroc se retrouve in fine dans la position d'ultime otage d'une situation dans laquelle la Grande-Bretagne fait pression sur l'Espagne.

***“Le Maroc se retrouve dans la position d'ultime otage d'une situation où la Grande-Bretagne fait pression sur l'Espagne.”***

Il est utile de rappeler la maxime chère à feu Sa Majesté Hassan II : « Le Maroc de tout temps n'a jamais réclamé que ce qui lui appartient ». Et dans la présente situation le désir de reconquête nationale est légitime et ne vise qu'à mettre fin à une situation anachronique qui joue constamment en défaveur du Royaume chérifien. Car il n'y a aucune raison

de croire que l'Espagne ou le Maroc serait moins réaliste que la Chine, la Grande-Bretagne ou le Portugal.

La mise en place de l'agence Frontex et le SIVE a modifié la gestion et le contrôle des frontières de l'UE et plus particulièrement de l'Espagne. Effectivement, dotés de moyens militaires efficaces, Frontex et le SIVE permettent une intervention sur l'ensemble du territoire de l'Union Européenne que ce soit sur terre, mer ou air. Le SIVE est la première expérience européenne dans le domaine de surveillance des frontières par systèmes intégrés. Le système peut également être modifié pour une utilisation contre de nouvelles formes de « délits ».

La mise en place de ces deux systèmes a permis de lever le voile sur la question des patrouilles maritimes. Il n'est plus nécessaire que ces dernières prennent position sur les territoires marocains occupés comme l'île de Badis, les îles d'Al Hoceima, Al Boran, les îles Jaafarines et l'îlot Leila.

Actuellement, le Maroc et l'Espagne ont su mettre en veille certains de leurs différends de manière à améliorer leurs relations économiques dans un contexte de crise qui n'épargne personne.

La volonté du Royaume ibérique étant, à terme, de devenir le premier partenaire économique du Maroc, devant la France, à l'horizon 2030. Il est donc nécessaire d'intensifier les échanges et les partenariats stratégiques en vue d'optimiser les relations économiques entre les deux pays.

Cette relation ne se limite pas à l'économique. En effet, le Maroc est un partenaire incontournable de l'Espagne dans la régulation des flux migratoires et dans le domaine sécuritaire. Ainsi, une sortie de crise serait providentielle pour les deux pays qui partagent nombre d'intérêts communs. Cette sortie de crise passe par la restitution des îlots occupés par l'Espagne. L'impératif du contexte international ne laisse plus aujourd'hui aux deux nations d'autre choix que la collaboration et l'intensification de leurs relations diplomatiques.



*La presqu'île de Badis rattachée par un banc de sable aux côtes marocaines -  
Octobre 2012 / Tous droits réservés - © CMAIS 2013*

# VERS LA MILITARISATION DES FRONTIÈRES EUROPÉENNES

*Le 18 Avril 2013, Arsenio Fernandez de Mesa, Directeur Général de la Guardia Civil, annonce le lancement d'un nouveau projet de surveillance des frontières maritimes. Cette surveillance s'effectuera à l'aide de véhicules aériens sans pilote et notamment des drones. L'objectif étant d'améliorer la sécurité des frontières maritimes espagnoles. Ce projet s'appelle : CLOSEYE. Il est également prévu de généraliser ce procédé à l'ensemble des frontières maritimes de l'Union Européenne tout en mettant en place un système d'information unique pour tous les Etats membres de l'UE.*

## LE PROJET CLOSEYE

Le projet CLOSEYE (Collaborative evaluation Of border Surveillance Technologies in maritime Environment bY pre-operational validation of innovative solutions) vise à doter l'espace intégré européen d'un cadre opérationnel et technique capable d'améliorer la vigilance et la capacité de réaction des autorités surveillant les frontières extérieures. Ce projet concerne l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

Partie intégrante du volet sécurité du programme européen FP7, CLOSEYE aura pour objectif l'application de méthodes innovantes dans la surveillance des fron-

tières maritimes de la zone UE en accord avec les concepts d'outils de surveillance établis par EUROSUR. A ce titre, CLOSEYE dispose d'un budget de 12 millions d'euros dont 9 millions seront fournis par l'Union Européenne dans le cadre de FP7.

Pour mettre en place le développement de ces solutions innovantes, le projet CLOSEYE a fait appel aux autorités publiques compétentes en charge de surveiller les frontières du sud. Ces autorités permettent au delà de leur expertise au niveau technique et opérationnel, un accès aux données des services de surveillance existants.

La Guardia Civil coordonne le projet en ce qui concerne les activités relatives aux conventions de subventions de la commission européenne, et opère la liaison entre la commission et les différents intervenants du projet. Elle aura aussi pour mission la transmission des documents, notes, et rapports de réunions à tous les bénéficiaires du projet.

La Guardia Civil dirige également le projet et représente la plus haute autorité dans la gestion du projet. Il s'agit du premier projet conçu et encadré par des forces militaires.

Le projet CLOSEYE fait également appel à la participation de l'agence FRONTEX. Cette intervention est conditionnée par un ensemble de points. Tout d'abord, FRONTEX sera liée au comité de direction en tant qu'intervenant externe. Ensuite, la participation de FRONTEX aux réunions de travail sera cantonnée à un rôle de conseil. Finalement, les solutions produites par le projet CLOSEYE seront confrontées à la réalité du terrain dans le cadre de FRONTEX afin de mesurer et d'évaluer leurs performances.



*Camcopter S-100*

*Camcopter S-100 est un hélicoptère sans pilote fabriqué par la société autrichienne Schiebel. En juin 2007, il reçoit une autorisation de vol délivrée par l'Agence européenne de la sécurité aérienne. Ce drone peut transporter une charge de 34Kg, effectuer un vol de plus de 6 heures et atteindre une vitesse de 220 km/h.*

Parmi les autres partenaires du projet, on peut citer la Marine militaire italienne, ISDEFE (Ingeniería de Sistemas para la Defensa de España), ASI (Agence Spatiale Italienne), SatCen (European Union Satellite Center) et la Garde Nationale Républicaine du Portugal.

Dans le cadre du projet CLOSEYE, la Guardia Civil envisage de surveiller les eaux territoriales espagnoles en utilisant des drones et des satellites. Ce projet se déroulera sur une période de 38 mois et les drones entreront en service au cours de l'année 2017. Parmi les drones qui seront utilisés pour la surveillance des frontières, on prévoit le Camcopter S-100 de Schiebel et le Predator de General Atomics. Le Camcopter S-100, peut accueillir une caméra TV et infrarouge du constructeur FLIR systems qui lui permet de détecter un objet dans un rayon de 200 kilomètres.

Le déroulement du projet se répartit en trois phases. Ces tâches recouvrent des aspects spécifiques du projet et fonctionnent en synergie pour assurer le bon déroulement de chaque phase.

La première phase consiste à définir les besoins en termes de surveillance des frontières maritimes et à fusionner les différents systèmes de surveillance : SIVE, surveillance par satellite,... Elle se déroulera au cours de l'année 2013.

La deuxième phase, qui devrait se dérouler durant la période 2014-2015 consistera à intégrer les drones de surveillance et de tester l'interopérabilité entre drones et les autres systèmes. Cette phase devra être validée par l'agence FRONTEX.

La troisième et dernière phase sera celle de l'homologation du système et la livraison de l'outil de surveillance aux forces armées. Elle se déroulera courant 2016.



*Camcopter S-100*

*Camcopter S-100 est un hélicoptère sans pilote fabriqué par la société autrichienne Schiebel. En juin 2007, il reçoit une autorisation de vol délivrée par l'Agence européenne de la sécurité aérienne. Ce drone peut transporter une charge de 34Kg, effectuer un vol de plus de 6 heures et atteindre une vitesse de 220 km/h.*

## **EUROSUR : UNE RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE**

La généralisation du projet de surveillance des frontières maritimes de l'Union Européenne nécessite une nouvelle réglementation à l'échelle de l'UE. Ceci va devenir possible avec l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation EUROSUR qui a pour objectif d'établir un système de surveillance de l'ensemble des frontières européennes (aériennes, maritimes et terrestres). Lancée en 2008, EUROSUR « contribuera à la mise en place d'un système de gestion intégrée des frontières. » EUROSUR, European Border Surveillance System, est une réglementation européenne qui a été mise en place afin de renforcer l'échange d'informations et coopération opérationnelle entre les autorités nationales des États membres de l'UE.

Dans le cadre de EUROSUR, les États membres devront mettre en place des Centres Nationaux de Coordination qui seront en charge de l'échange et de la coordination relative à la surveillance des frontières avec l'agence FRONTEX. Cette réglementation devra entrer en application au sein des États membres à partir du 1er Octobre 2013.

L'Union Européenne a décidé de lancer un projet d'uniformisation des systèmes d'informations des frontières des États membres de l'Union. Il permettra l'échange de données entre les centres nationaux de coordination de chaque État membre. Ces centres auront pour mission de transmettre et d'échanger les informations avec les agences en charge du contrôle des frontières externes nationale et l'agence FRONTEX. C'est dans ce cadre que le projet PERSEUS a vu le jour.

## **PERSEUS : SYSTÈME D'INFORMATION POUR LA SURVEILLANCE DES FRONTIÈRES MARITIMES DE L'UE.**

EUROSUR vise à mettre en place un système d'information uniforme et unique pour la surveillance des frontières de l'union. En ce qui concerne les frontières maritimes, un projet est lancé : PERSEUS.

PERSEUS est le système intégré européen de surveillance des frontières maritimes de l'UE. Il fait partie intégrante de la réglementation EUROSUR et entre dans le cadre du 7ème programme de recherche et de développement technologique de l'UE. Il est doté d'un budget de 43,7 millions d'euros et sa mise en place s'étalera sur une durée de 4 ans. Il se présente comme un système des systèmes. Il consiste en la mise en réseau des systèmes déjà existants (satellite, aérien,...) à savoir SPATIONAV en France, SIVE en Espagne, SIV-ICC au Portugal et SIA en Italie mais également les nouveaux systèmes de détection satellitaire et spatial. Il intégrera aussi les moyens de surveillance utilisés dans le cadre du projet CLOSEYE à savoir les drones.

PERSEUS permettra le partage des informations maritimes entre les Centres Nationaux de Coordination, FRONTEX et l'Agence Européenne pour la Sécurité Maritime (EMSA). Le projet prévoit également la collaboration avec les pays n'appartenant pas l'UE et les agences internationales telles que l'OTAN.



# GÉOPOLITIQUE

EGYPTE : LA CONFRÉRIE À LA GROISÉE DES CHEMINS

LES OUTILS D'INFLUENCE DU QATAR

ANALYSE : LE DESTIN QUI A CONDUIT TAMIM AU POUVOIR

# EGYPTE : LA CONFRÉRIE À LA CROISÉE DES CHEMINS

*A l'aube du mercredi 14 août 2013, les partisans de la confrérie des Frères musulmans présents aux sit-in de Rabia al Adawiya et Nahda ont été attaqués par les forces de police égyptiennes, soutenues par l'armée ainsi que des hommes armés sans uniforme. L'attaque s'est soldée par un carnage sans précédent : plus de 700 morts et près de 4 000 blessés dont des femmes et des enfants provoquant ainsi l'indignation de l'ensemble de la communauté internationale.*

Le Ministre de l'Intérieur avait exprimé, à plusieurs reprises, qu'il allait disperser les sit-in, quitte à user de la force. Nonobstant, les événements ont surpris plusieurs membres du gouvernement intérimaire, y compris le vice-président El Baradei.

Cette intervention sanglante a été précédée par la nomination de 17 officiers militaires au poste de gouverneur de province, laissant penser que l'institution militaire est en phase de s'implanter dans les institutions de l'Etat. La surprise du carnage a débouché sur des événements inattendus comme la démission d'El Baradei (de tendance libérale) et la déclaration de ce dernier indiquant que cette fausse manœuvre avait barré la route à d'autres solutions politiques qui étaient encore possibles.

Les condamnations de la communauté internationale ne se sont pas faites attendre de la part de la France, du Royaume Uni, de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique ainsi que du Secrétaire Général de l'ONU mais également de pays musulmans proche des Frères Musulmans égyptiens comme la Tunisie, le Qatar ou la Turquie.

Une réunion du Conseil de Sécurité des Nations-Unies durant la nuit du jeudi au vendredi 15 Aout 2013 a adopté une déclaration appelant les égyptiens à la maîtrise de soi, sans pour autant condamné le bain de sang perpétré par les forces égyptiennes. Le Conseil de Sécurité, réuni à la demande de la France et du Royaume Uni, avait pour objectif d'envoyer un message clair aux autorités égyptiennes : elles sont désormais sous la surveillance de la communauté internationale. Cette dernière a très mal accueilli la décision du président intérimaire Adly Mansour de déclarer l'Etat d'exception pour la durée d'un mois. Le président américain a demandé l'abrogation de cette décision après avoir annulé des manœuvres militaires conjointes qui ont lieu toutes les deux années.

Cette analyse vise à comprendre ce qui a mené l'Egypte à la situation actuelle en revenant sur les événements qui ont fait tomber les Frères Musulmans. Créée en 1988 par Oussama Ben Laden et Ayman Al Zawahiri, Al Qaida était implantée en Afghanistan. En 1996, Ben Laden diffuse sa déclaration de Jihad contre les Etats-Unis qui étaient, pour Al Qaida, l'ennemi numéro un du monde arabo-musulman conduisant ainsi à des attentats signés par cette organisation.

## LE DÉBUT DES RÉVOLTES

Le 22 novembre 2012 marque le début du nouveau soulèvement populaire contre Morsi pour abus de pouvoir. La promulgation par Morsi d'un décret lui donnant le droit de légiférer et d'annuler les décisions de la justice a été l'élément déclencheur des révoltes. Le 7 décembre 2012, afin de calmer la colère populaire, ce décret est annulé. Ceci a facilité le déroulement du référendum sur la nouvelle constitution qui s'est tenu entre le 15 et le 22 décembre 2012. Le 25 décembre 2012, des résultats annoncent l'adoption de la Constitution à 63,8% des voix, avec un taux de participation de 33%.

C'est le 30 juin 2013, que la Place Tahrir accueille à nouveau des centaines de milliers d'Égyptiens demandant le départ de Morsi. Plusieurs manifestants dénoncent une tentative d'islamisation de l'Etat et ont dénoncé la domination des Frères Musulmans au Parlement, notamment au sein de la chambre supérieure.

Le lundi 1er juillet 2013, l'armée se range du côté des opposants à Morsi lançant un ultimatum à ce dernier. En effet, le General Al-Sissi, chef du Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA), l'une des plus puissantes institutions d'Égypte, a accordé 48h aux formations politiques nationales pour trouver un accord avec les manifestants pour y mettre un terme. Morsi refuse de négocier considérant être le seul Président légitime d'Égypte; une légitimité qu'il a tiré des urnes. Ses supporters ont organisé des manifestations de soutien au Président dans plusieurs villes.

Pour l'armée, si les opposants et le Président ne trouvent pas d'accord, elle prévoit d'intervenir afin de suspendre la constitution et de dissoudre le parlement. Elle envisage de mettre en place un conseil présidentiel dirigé par le Président du Conseil constitutionnel, le juge Adly Mansour, et organiser des élections anticipées. Sa position est claire : une intervention de l'armée est nécessaire afin d'éviter le débordement et le chaos.

Cette situation de tensions a conduit plusieurs ministres du gouvernement de Morsi à la démission dont celui des Affaires Etrangères, de l'Environnement, des Communications, des affaires juridiques et parlementaires, et du Tourisme. Le conseiller militaire de Morsi, Sami Anan, démissionne, alors que la police refuse de servir le pouvoir.

## LES FORCES EN PRÉSENCE

Le CSFA est l'une de plus puissantes institutions d'Égypte. Il est composé de plusieurs hauts gradés de l'armée et est présidé par le Président de la République. Le conseil s'est réuni quatre fois, depuis sa création : la Guerre des Six Jours, la Guerre du Kippour, la Révolution du 25 Janvier 2011 et lors des dernières manifestations appelant à chasser Morsi. Il se présente comme protecteur de la nation et des droits du peuple égyptiens. Dans l'article 194 de la Constitution de 2012, il est clairement énoncé que l'armée appartient au peuple et veille à sa protection contre toute menace. Selon le huitième principe de la Constitution, l'Armée est une entité « neutre ne prenant jamais partie dans les affaires politiques et sert de bouclier au pays ». Ceci laisse une grande marge de manœuvre au CSFA dans ses actions. Néanmoins, l'article 236 de la Constitution de 2012 a fait abroger toutes les décisions du CSFA.



Autre acteur dans ces événements : les frères musulmans et le Président Morsi. Malgré la démission de ses ministres, Morsi refuse d'abandonner le pouvoir et annonce dans un discours, le 2 Juillet 2013, qu'il tient sa « légitimité des élections présidentielles exemplaires et de Dieu. » Son objectif est de finir son mandat de 4 ans. Il avance que l'opposition ne souhaite pas dialoguer tout en accusant les médias de chercher à lui nuire. De son côté, le Parti Liberté et Justice, parti politique de la confrérie, parle d'une tentative de « coup d'État contre la légitimité » orchestrée par l'armée. Les Frères Musulmans invitent les partisans de Morsi à sortir dans la rue pour le soutenir conduisant les pro-Morsi à former des milices pour bloquer les opposants au Président.

En Novembre 2012, les partis d'opposition au Président Morsi et aux Frères Musulmans se sont regroupés pour créer le « Front de salut national » qui rassemble libéraux, laïcs et militants de gauche. Ce front regroupe le parti Al Doustour d'El Baradeï (de tendance libérale), le parti du congrès d'Amr Moussa, le Courant Populaire dirigé par Hamdin Sabahi, ainsi que le parti Al Wafd d'Al Sayyed Al Badawi. Leurs revendications sont : une réforme de la constitution, plus de sécurité, la création d'un gouvernement d'unité nationale, plus de libertés pour chaque citoyen et plus d'égalité,... Ils dénoncent une dérive autoritaire du Président Morsi et une dégradation de leur niveau de vie.

Cette opposition, rassemblée derrière Mohamed El Baradei, ancien directeur de l'Agence Internationale de l'Energie, et prix Nobel de la paix, s'est regroupée au sein du mouvement Tamarod, qui signifie « rébellion » en arabe. Ce mouvement, créé par de jeunes égyptiens, le 1er Mai 2013, appelle au départ du Président Morsi et à des élections présidentielles anticipées à travers une pétition en ligne. Il est composé des partis d'opposition dont le Front du salut national et des mouvements tels que « Kefaya », un mouvement d'opposition à Moubarak créé en 2004 et très actif lors des premiers soulèvements contre le Raïs en 2011, ou encore le mouvement « 6 Avril » composé de jeunes et créé en 2008.

Tamarod s'articule autour de trois problématiques principales : La crise économique qui touche le pays : pas de réserves en devises, alors que le déficit budgétaire se creuse et que la monnaie égyptienne se dévalue. La seconde problématique soulevée par Tamarod est la montée de l'insécurité depuis l'élection de Morsi : les meurtres ont augmentés de 130%, les vols de 350%, et les kidnappings de 145%. Et la dernière est les tensions religieuses entre sunnites et chiites.

Le mouvement est présent sur le terrain mais surtout sur la toile. Le web reste pour les manifestants le meilleur moyen de mobiliser et de faire passer leurs messages. D'après ces membres, le mouvement dispose de plus de 22 millions de signatures pour sa pétition.

## RETOUR SUR LA CHUTE DES FRÈRES MUSULMANS

Le lundi 1er Juillet 2013, dans un communiqué adressé par l'armée à la classe politique égyptienne, et transmis par les médias, le Commandement Général des forces armées égyptiennes déclara qu'il accordait un délai de 48 heures aux dirigeants politiques pour trouver une solution de sortie de crise. A défaut, l'armée égyptienne imposerait à toutes les formations politiques une feuille de route que l'institution militaire se chargerait de faire respecter. L'armée avait pris l'engagement de ne pas intervenir si les dirigeants islamistes se pliaient à la volonté populaire.

L'armée égyptienne, a apporté plus tard un correctif important à sa déclaration, qui a ouvert la porte à des interprétations de plusieurs observateurs dont principalement son intention de prendre le pouvoir en lieu et place des élites politiques. Néanmoins, le principal destinataire de la déclaration demeure le Parti de la Justice et de la Liberté, qui dirige le pays par le biais du Président Morsi.

*" Les Etats-Unis ont tenu la même position et les mêmes propos qu'ils ont eu durant la Révolution contre leur ancien « allié » Hosni Moubarak, en attendant d'y voir plus clair "*



Plus tard, sous les pressions d'une large frange des partisans du Président Morsi, qui avaient exigé de ce dernier d'annoncer sa position quant au « Coup » contre la légitimité tirée des urnes, et suite à plusieurs échanges téléphoniques avec certaines chaînes de télévision, la présidence a communiqué que Le Président n'a pas été consulté par l'armée à propos de la déclaration adressée par cette dernière et qu'il n'avait pas donné son consentement, ajoutant que « la légitimité [des urnes] est la ligne rouge à ne pas franchir ».

Cette position fut exprimée par la coalition nationale, qui comprend, outre le Parti de la Liberté et de la Justice, d'autres partis de tendance islamiste, lors d'une conférence de presse tenue à l'aube du mardi 2 Juillet 2013.

#### **LA POSITION AMÉRICAINE PAR RAPPORT AU CONFLIT INTERNE ÉGYPTIEN**

Dans le cadre des protestations menées par le Front du Salut soutenu par ce que les égyptiens appellent « les vestiges de l'ancien régime », auxquels El Baradei a ouvert les portes de son parti pour leur permettre de revenir dans le paysage politique, l'élite politique égyptienne s'est tournée vers la position des États-Unis comme à l'accoutumée.

Il est de notoriété publique que les relations entre l'armée égyptienne et l'armée américaine sont anciennes. Les États-Unis offrent des subventions annuelles à l'institution militaire dont 1,3 milliard de dollars répartis entre les subventions et les prêts du fonds du Foreign Military Financing qui représentent la principale source de financement pour l'armement et l'entraînement des troupes soit 80% des dépenses de l'armée égyptienne. Rappelons que l'Égypte est le quatrième pays en termes de commande de chasseur F-16, en plus de 4 000 blindés de fabrication américaine.

Cette relation a été établie au cours des longues décennies du règne du Maréchal Mohamed Anwar Sadat, puis ont été maintenues par l'Officier-pilote Mohamed Hosni Mubarak, qui a été placé en résidence surveillée suite à la révolution égyptienne et poursuivi pour « meurtre et tentative de meurtre sur des manifestants, abus de pouvoir et de biens sociaux et atteinte aux intérêts de l'État. »

Bien sûr, la prise de position des Etats-Unis est principalement motivée par leurs intérêts et la défense d'Israël, leur principale allié dans la Région. Que ce soit en appelant à éviter la violence et le recours à la démocratie ou à travers des contacts directs avec le commandement de l'armée, afin de s'informer ou de donner des conseils (non-embarrassants) dans le but de maintenir lesdits intérêts, les Etats-Unis ont tenu la même position et les mêmes propos qu'ils ont eu durant la Révolution contre leur ancien « allié » Hosni Mubarak, en attendant d'y voir plus clair.

Contrairement aux Frères Musulmans qui n'ont pas affiché leur position vis-à-vis de Washington, à savoir avec ou contre les Etats-Unis, les manifestants anti-Morsi se déclaraient contre les Etats-Unis, Israël et le Qatar, tout en défilant sur la place Tahrir sous la supervision des partis du Front du Salut et de la jeunesse révolutionnaire.

*“L'armée s'est rangée du côté du peuple et appelle Morsi à répondre aux demandes populaires”*



## LA LÉGITIMITÉ DE LA «RUE» AU-DELÀ DE LA LÉGITIMITÉ CONSTITUTIONNELLE ?

Dans un discours, la nuit du mardi 2 Juin 2013, le Président démis Mohamed Morsi, et contrairement à ce qui avait été imaginé par les opposants aux dirigeants du Front de Salut quant à la conformité de leur demande d'établir des élections présidentielles anticipées, a surpris l'opposition en déclarant son attachement à la légitimité constitutionnelle et celle des urnes qui l'ont placé à la tête de l'État égyptien depuis un an (Juin 2012-juillet 2013).

Morsi n'a pas tenu compte de la pression de la rue ni de celle de l'armée qui s'est rangée « du côté du peuple » encore moins de l'ultimatum que cette dernière lui a adressé dans le but de « répondre aux demandes populaires ».

Le discours du Président Morsi, qui est le premier président « civil » de l'Egypte, arrivé au pouvoir à travers des élections libres, était ferme, comme ce fut le cas dans ses messages vidéo diffusés par Al-Jazeera la nuit de son départ. Il demandait à l'armée de ne pas s'ingérer dans les affaires politiques, car son rôle est le maintien de la sécurité de l'Egypte et de ses frontières tout en réitérant son soutien à l'institution militaire dans cette mission.

## L'ARMÉE S'ABRITE DERRIÈRE AL AZHAR, AL NOUR ET L'EGLISE

D'autre part, dans un second discours, Morsi a déclaré son attachement au poste de président tout en appelant les égyptiens à éviter la violence. Le chef des armées, quant à lui, a convoqué une réunion avec tous les partis politiques et mouvements de jeunes (6avril et Tamarod) sauf le parti de la Liberté et de la Justice qui a refusé l'invitation. Étaient également présent le Sheikh d'Al Azhar (la plus haute autorité religieuse du pays), le chef du parti Al Nour, et le pape Tawadros II.

Considérant la symbolique de ces acteurs religieux dans la société égyptienne, il était clair que l'armée recherchait une solution pour sortir de la crise dont le bouc émissaire serait le président démocratiquement élu : Mohamed Morsi. L'armée tente de pénétrer le mouvement des Frères Musulmans et affaiblir leur solidarité et leurs liens religieux à travers Al-Azhar et le parti Al Nour. L'objectif de cette manœuvre était clair pour le commandement de l'armée : la religion n'a rien à voir avec le différend qui oppose l'armée aux Frères Musulmans.

Dans ce sens, l'armée a fait paraître un communiqué à l'aube du jeudi 4 juillet 2013 mettant en garde contre toute attaque ou mépris quant aux partisans du mouvement des Frères Musulmans. Ceci est une étape franche de la part de l'armée pour calmer les ardeurs et laisser la porte ouverte à une réconciliation nationale à laquelle s'attachent tous les partis politiques sauf quelques électrons libres sans représentation dans le champs politique ou associatif.

Dans ce contexte, l'armée a fait fermer cinq chaînes de télévision affiliées aux Frères Musulmans dans un premier temps. Ensuite, en quelques heures, 16 autres chaînes de télévision ont été fermées, en plus de l'arrestation de plusieurs journalistes.

Par ailleurs, les forces du Ministère de l'Intérieur ont pénétrer le bureau d'Al-Jazeera et placé le personnel sous étroite surveillance, malgré la neutralité invoquée par la chaîne dans la diffusion des événements et le contenu de ses commentaires. Elle avance comme preuve, la présence d'invités opposés aux Frères Musulmans, au moment même de l'irruption des forces de sécurité égyptienne.

Les arrestations ne se sont pas limitées à cela. Plus de 300 leaders des Frères Musulmans étaient aussi concernés dont l'adjoint du président du Parti de la Liberté et de la Justice. Pendant ce temps-là, les auteurs du coup d'Etat poursuivaient le Chef du Gouvernement Hicham Qandil en justice pour incitation à la violence, outrage au pouvoir judiciaire et d'autres charges remontant à l'époque de Moubarak.

## LA COURSE AUX MÉDIATIONS

Au milieu de ces développements, l'attention s'est tournée vers la réaction de la communauté internationale. Il semble que chacune des parties en conflit cherche un soutien extérieur renforçant sa position. Les événements se sont déroulés comme suit.

Le 28 juillet 2013, la visite de la coordinatrice de la politique extérieure de l'Union Européenne a coïncidé avec celle d'une délégation africaine au Caire qui en était à sa deuxième visite en moins de deux semaines. La mission était claire, les Etats de l'Union Africaines avaient suspendu l'Egypte en représailles un jour après la chute de Morsi, considérant la manœuvre militaire comme un coup d'Etat contre un Président élu.

L'Egypte y a vu une incompréhension. Elle a rapidement envoyé une délégation au nom du président intérimaire Adly Mansour (ancien président de la Cour Constitutionnelle) pour expliquer aux africains la position du nouveau gouvernement vis à vis de la situation.



Le nouveau gouvernement égyptien exclu totalement la thèse du coup d'Etat : il s'agit d'une intervention de l'institution militaire fondée sur une demande populaire dans le but de sauver la démocratie de toutes déviations par Frères Musulmans au nom de la légitimité constitutionnelle, mais également d'éviter une guerre civile, et que c'est la manifestation du 30 juin 2013 demandant la chute du président Mohammed Morsi qui avait conduit aux événements du 3 juillet 2013. Cependant, les Africains ne semblent pas vouloir se laisser convaincre par les dires des nouveaux dirigeants égyptiens, d'autant que les réactions internationales outre celles de l'Union Africaine (UA) étaient du côté du président-élu Morsi à des degrés divers, la moins évidente étant la position américaine.

A cet effet, les Africains se sont retrouvés entre deux choix assez contraignants. A partir de là, il semble que la position de l'UA a imprimé une sorte de retraite au profit de la médiation, lors du voyage au Caire d'une délégation de l'Union Africaine composée de 9 membres, dirigée par l'ex président malien Omar Alpha, qui a pu visiter, dans sa résidence surveillée, le Président déchu Mohamed Morsi, un jour après la visite de l'envoyé spécial de l'Union Européenne Catherine Ashton à Morsi dans la soirée du lundi 29 au mardi 30 Juillet 2013.

Il est à noter que le 30 juillet 2013, Paris a demandé la libération du président déchu. Ce qui paraîtra comme une tentative de récupération du travail d'Ashton et non plus un soutien aux efforts de la coordinatrice de la politique extérieure de l'Union Européenne.

Nous avons donc assisté à des réactions négatives envers les Etats-Unis par les porte-parole des deux formations ennemies en Egypte : les Frères musulmans d'un côté et les partisans de la laïcité et de l'establishment militaire de l'autre. Dans ce contexte, alors, il semble que le rôle de l'Europe, en mettant l'accent sur la médiation impressionnante voire plus intelligente, ainsi que le rôle de l'Afrique à travers l'Union Africaine pourrait jouer un rôle dans l'apaisement des tensions en Egypte.

Comme la confidentialité sur ce qui s'est passé lors de la réunion d'Ashton avec Morsi, la délégation africaine, à son tour, n'a rien révélé sur ce qui s'est passé, ni sur les conclusions de la rencontre avec le président déchu. Contrairement à Catherine Ashton qui a pris la parole lors d'une conférence de presse conjointe avec le Ministre des Affaires Etrangères du gouvernement provisoire égyptien, les membres de la délégation africaine sont restés immobiles aux côtés de ce dernier alors qu'il abordait avec la presse les relations amicales de l'Egypte avec ses « frères » africains.

Il faut rappeler que la visite du président déchu, soit par Ashton soit par la délégation africaine n'a été autorisée qu'après le refus des leaders des Frères Musulmans Issam Al Aryane et Khayrat Chater de les recevoir en les conseillant d'aller voir le président légitime. Que ce soit durant la visite de Madame Ashton ou celle de la délégation africaine, la position des autorités égyptiennes de transition était marquée d'embarras et de confusion pour de nombreuses raisons.

A la marge des péripéties en Egypte, il y avait au sein de l'Union Européenne une volonté d'affaiblir les Etats-Unis notamment de la part de la France par sa forte présence sur la scène africaine et considérant l'affaiblissement des américains en Egypte depuis la révolution du 25 janvier 2011 à cause du manque de visibilité sur qui prévaudra.

Que ce soit durant la visite de Madame Ashton ou celle de la délégation africaine, la position des autorités égyptiennes de transition était marquée d'embarras et de confusion pour de nombreuses raisons. L'on retient notamment que les deux visites coïncidaient avec l'ordre du Ministre de l'Intérieur égyptien de disperser les sit-in de place Nahda et de Rabia Al Adawiya qui a fait 75 victimes ainsi que des centaines de blessés graves selon le porte-parole des Frères Musulmans, avant que ce bilan ne s'alourdisse atteignant des milliers de victimes. De même, le Directeur de l'hôpital de campagne a déclaré sur Al-Jazeera que les forces de l'ordre avaient tiré à balles réelles sur les membres supérieurs des victimes.

### **LE SOUTIEN DE L'ARMÉE : LE COMPTE-À-REBOURS EST LANCÉ**

Les réactions officielles à l'échelle internationale à l'issu de ce massacre comme celles évoquées en Egypte de la part des ONG, ont empêché l'armée et les forces de sécurité d'aller de l'avant pour disperser les sit-in de Rabiaa Al Adawia et Nahda au Caire, afin d'éviter plus de pressions au vu de ce que cela signifie à plusieurs niveaux y compris la perte du soutien de quelques associations et partis politiques. Ces derniers craignent de perdre leur crédibilité aux yeux du peuple sur le plan de la défense de la démocratie et des Droits de l'Homme. Ainsi, nous remarquons l'hésitation du mouvement du « 6 Avril » et surtout du mouvement «tamarod ».

Il s'est avéré qu'une surenchère existe entre les formations composées par la jeunesse (telles que tamarod) et les partis politiques pour se démarquer sur la scène politique. Notons que dans ce cadre, le « 6 Avril » a invité la jeunesse de la confrérie à une table ronde chez l'imam de la mosquée Al Azhar, la plus haute autorité religieuse du pays, pour trouver une solution à la crise tandis que « Tamarod » choisissait de se positionner carrément contre ce qu'elle considère aujourd'hui comme un « Coup d'Etat ».

Le prix Nobel de la paix, El Baradai, nommé vice-président provisoire de l'Etat égyptien suite à la destitution de Morsi, et qui a ouvert son parti politique « Addoustour » aux anciens partisans du régime de Moubarak, s'est placé comme défenseur de la démocratie et des Droits l'Homme en lançant plusieurs appels pour garantir la liberté. Ce qui a reflété un différend avec le gouvernement provisoire égyptien.

### **LA JUSTICE AU SERVICE DE L'ARMÉE**

Au fil des heures, l'appareil de Justice soupçonné par les Frères Musulmans d'être un héritage du régime de Moubarak, n'a cessé de confirmer leurs reproches. Le blanchiment du Président déchu par la révolution du 25 Janvier, et l'accélération des arrestations au sein des dirigeants et des partisans de la confrérie, en sont la preuve.

Tous ces faits ont conduit certains observateurs à qualifier ces actes judiciaires de « pièce théâtrale ». Pis encore, le Président islamiste évincé s'est trouvé entraîné dans une campagne de désinformation sur-réaliste comme celle qui l'accusait d'être un espion au service du Mouvement Hamas palestinien. Reste à signaler que les médias et la presse égyptienne pro-gouvernementales ont joué le rôle de porte-parole de l'armée et du gouvernement en place, au détriment de leur crédibilité et de la déontologie de leur métier.

## LE PRIX DE LA VICTOIRE

Depuis le déclenchement de ce processus, plusieurs observateurs se posaient la question si l'Égypte ne se dirigeait pas vers un scénario à l'algérienne? Néanmoins, il existe des nuances et des détails qui font certainement la différence et qu'il faut évoquer. Dans le cas algérien, les choses se sont déroulées de la façon suivante.

Dans un témoignage confié à la télévision Qatarienne Al Jazeera, le Professeur Talib Ibrahim, ancien ministre des Affaires Etrangères à l'époque de Chadli Benjdid, soutien qu'Abdelkader Hachani, l'un des principaux dirigeants du FIS (Front Islamiste du Salut), parti islamiste algérien, lui a rendu visite juste après la victoire écrasante de son parti au premier tour des législatives. Le FIS avait remporté 187 sièges sur 231, soit 80 % de la totalité des sièges parlementaires. Lors de cette rencontre, Taleb Ibrahim, avait exprimé sa crainte concernant les conséquences de cette victoire. Ensuite, lors d'une deuxième visite, Hachani, en présence du beau-frère de Benjdid, avait proposé de porter à la connaissance du Président Chadli, que son parti, le FIS, était prêt à ne pas participer au second tour des élections. Mieux que ça, le FIS avait proposé de soutenir les candidats du FLN, Front de Libération National, lors du second tour, en échange de trois postes au sein du gouvernement : la santé, l'éducation et les affaires sociales.

Or, cette proposition « généreuse » s'est évaporée quelques heures après. L'éviction de Benjdid a donné l'impression qu'un lien existait entre la proposition du FIS et le « départ » du Président algérien. Ceci s'est déroulé le 3 et 4 Janvier 1992, et à partir de cette date, la nouvelle image du célèbre Général El Arbi Belkhir commence à s'illustrer sur la scène politique algérienne.

Les conséquences furent lourdes, bien sûr, avec une guerre civile qui a conduit à plus de 200 000 victimes au bout de quelques années.

Il convient de noter que l'institution militaire a autorisé la création de partis de tendance islamiste uniquement pour isoler et affaiblir le FIS.

C'est dans ce cas que Cheikh Mahfoud Nahnah a créé, 6 décembre 1990, le Hamas (algérien), un parti islamiste proche des Frères Musulmans. De même, un autre parti islamiste est créé en Septembre 1990 : Nahda (algérien). Il est dirigé par Jaballah, qui est en l'occurrence l'un des politiciens algériens les plus proches du Rached Ghannouchi, le chef du parti islamiste tunisien Ennahda. Cette démarche n'a pas porté ses fruits contrairement à ce qu'attendait l'armée : 5,4% des sièges pour Hamas et 2,2% pour Nahda, contre 187 sièges pour le FIS, ce qui lui a donné une majorité écrasante au sein du parlement algérien.

# LES OUTILS D'INFLUENCE DE L'ÉMIRAT DU QATAR



*La « course à l'influence » entre le Qatar et l'Arabie Saoudite a conduit les deux pétromonarchies à livrer plusieurs batailles au niveau diplomatique.*

*La chute du régime de Saddam Hussein en Irak suivi de la montée du chiisme dans ce pays, l'affaiblissement de l'Égypte, les révoltes contre Bachar Al Assad en Syrie, les tensions grandissantes en Arabie Saoudite et la volonté du géant saoudien d'isoler l'Iran pour maintenir sa position de leader régional, sont autant de facteurs qui ont contribué à une refonte des relations entre les différents pays du Moyen- Orient.*

Le Qatar, qui partage ses frontières terrestres avec l'Arabie Saoudite, ne souhaite pas revivre l'expérience du Koweït (invasion par l'Irak en 1990). Par conséquent, l'objectif que s'est imposé l'émir Hamad Ben Khalifa Al Thani, et qui a été maintenu par son fils Tamim, est de se détacher de l'influence du grand frère saoudien et devenir un acteur majeur de la scène diplomatique internationale. Pour y arriver, l'émirat doit exister sur le plan régional et international.

Le Qatar, qui partage ses frontières terrestres avec l'Arabie Saoudite, ne souhaite pas revivre l'expérience du Koweït (invasion par l'Irak en 1990). Par conséquent, l'objectif que s'est imposé l'émir Hamad Ben Khalifa Al Thani, et qui a été maintenue par son fils Tamim, est de se détacher de l'influence du grand frère saoudien et devenir un acteur majeur de la scène diplomatique internationale. Pour cela, l'émirat doit exister sur le plan régional et international.



Afin d'y parvenir, le Qatar use de plusieurs moyens. Tout d'abord, l'émirat se rapproche de tous les membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations-Unies : Chine, Etats-Unis, France, Royaume- Uni et Russie. L'émirat abrite également la CentCom (Commandement Central des Etats-Unis d'Amérique), la plus grande base américaine hors frontière à Al Oubeid, ce qui constitue indirectement un moyen pour se protéger d'ennemis éventuels.

A cela s'ajoute l'enjeu du gaz. L'émirat du Qatar partage avec l'Iran, l'une des plus importantes poches gazières dans le monde : la North Dome. Son exploitation reste limitée par le Qatar car la pétromonarchie ne souhaite ni agacer l'Iran, ni attirer les convoitises de son voisin saoudien.

Plusieurs opportunités et menaces se présentent face au Qatar. Au niveau des prévisions, Le Fonds Monétaire International (FMI) a indiqué, en début d'année 2013, que les conflits géopolitiques et la baisse des prix du carburant risquent d'avoir un impact négatif sur l'économie du Qatar. A cela s'ajoute le début de l'exploitation des gaz de schistes par plusieurs pays qui souhaitent obtenir une indépendance énergétique.

Un autre enjeu réside au niveau économique et social. Avec un territoire de 11 586 km<sup>2</sup> de superficie, une population de 1 768 000 habitants et un PIB par habitant 99 700 \$, le Qatar est un pays riche : deuxième pays juste après le Luxembourg.

Son économie reste dépendante du secteur des hydrocarbures qui représentent plus de la moitié du PIB qatari. La diversification de son économie demeure donc le principal enjeux de l'émirat. Pour ce faire, elle investit massivement dans plusieurs pays et dans tous les secteurs : finance, immobilier, infrastructure, sport,...

Quant à la population, elle augmente rapidement : une moyenne de 4% par an. En 1993, ils étaient 460.000 habitants. Aujourd'hui, il sont environ 2 millions alors que les locaux ne représentent que près de 10 % de la population, ne représentant qu'une infime partie de la population active. Les qataris doivent, pour faire face à la pénurie de main d'œuvre, faire appel à des travailleurs étrangers.

## HISTOIRE DU QATAR

Avant la découverte du pétrole, l'économie du Qatar se basait sur la pêche et la construction navale, ce qui valu à l'émirat d'être la proie aux pillages des tribus de la région.

Au 15ème siècle, le Qatar est occupé par les portugais. Ces derniers sont chassés par les Ottomans en 1538. Mais si le Qatar tombe sous influence des turcs, les conflits entre tribus ne cessent pas. C'est ainsi qu'en 1783, le Sheikh Ahmed Al Khalifa de Bahreïn prend le contrôle du Qatar.

En 1851, le clan Al Saoud s'empare de quelques villages du Qatar, avec l'appui de groupe religieux wahhabite, fondé par Ibn Adb Al Wahhab. Au même moment, afin de se défendre contre les Al Saoud et renforcer leur influence, le clan Al Thani s'allie aux Ottomans, leur ouvrant la porte pour créer une base militaire à Doha. Des tensions et des heurts éclatent entre bahreïnis et qataris provoquant un sentiment d'insécurité pour les britanniques concernant la route des Indes.

En 1867, après des pourparlers avec les Al Thani, le Qatar, formé par les deux régions de Doha et Al Wakhra, est reconnu par les autorités britanniques et le Sheikh Mohammed Bin Al Thani prend le pouvoir au Qatar. Vers la fin du 18ème siècle, commence la formation du Qatar tel que nous le connaissons géographiquement aujourd'hui.

Après la mort de Mohammed Bin Al Thani, son fils Qassim, se lie aux ottomans et place le Qatar sous tutelle de l'Empire Ottoman. Avec l'aide de ces derniers, Qassim entreprend l'unification du pays. Il récupère les régions d'Al Rayyan, Al Daayen, Oum Salal puis Al Khor. Seul le nord, dont la ville Zubara est connu pour être l'un des plus importants ports de la région du Golfe reste occupé par Bahreïn.

En 1913, Abdallah succède à son père Qassim Bin Mohammed Al Thani à la tête de la tribu Al Thani. Le 3 Novembre 1916, a lieu la signature d'un traité de protectorat entre le Qatar et les britanniques, mettant ainsi un terme à l'hégémonie ottomane.

Le nouveau protectorat place Abdallah Bin Qassim Bin Mohammed Al Thani à la tête de l'émirat du Qatar. L'exclusivité des concessions de pétrole est accordée aux britanniques. C'est finalement en 1937 que la ville de Zubara est reprise par le Qatar.

En 1949 le Sheikh Abdallah Bin Qassim Al Thani abdique en faveur de son fils Ali. Cette même année, débute l'exploitation du pétrole découvert à Dukhan, à l'Ouest du Qatar. Trois autres gisements offshore sont découverts à l'Est du Qatar en 1950.

Le 3 Septembre 1971, l'émirat du Qatar proclame son indépendance et mettant fin à 55 ans de protectorat britannique. Puis en 1972, l'émir Hamad Bin Ali Al Thani, est destitué par son cousin Khalifa Bin Ahmad Al Thani. Afin de créer une communauté indépendante et forte, les Etats du Golfe créent en 1981 le Conseil de Coopération du Golfe qui regroupe le Qatar et ses voisins : Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït et Oman.

Puis en 1986 a lieu l'occupation de l'îlot de « Fecht el-Diebel » de Bahreïn par le Qatar. Ceci entraîne une crise entre ces deux Etats qui s'est soldée par un accord de paix.

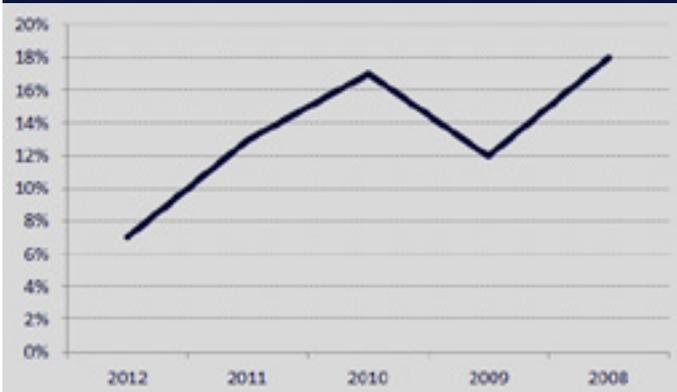
En 1995, Khalifa Ibn Ahmad est détrôné par son fils aîné Hamad. Cette date marque le début de la nouvelle ère du Qatar tel que nous le connaissons aujourd'hui. Les projets et les réformes sont nombreux : la création de la chaîne d'information Al-Jazeera, en 1996, l'ouverture de la bourse de Doha en 1997, la tenue d'élections communales en 1999, l'adoption d'une nouvelle constitution en 2003.

Mais le sacre a lieu en 2010, quand le Qatar est choisi pour accueillir la coupe du monde 2022. Pour cet événement, l'émirat a consacré une enveloppe de 200 milliards de dollars (soit 156 milliards d'euros) dans les cinq années à venir, dont pas moins de 140 milliards de dollars seront destinés aux infrastructures de transport, y compris la construction d'un système de métro et d'équipements routiers et autoroutiers selon un rapport du cabinet d'audit Deloitte.

Le 25 Juin 2013, Hamad Ben Khalifa Al Thani abdique en faveur de son fils, le Sheikh Tamim. Le nouveau Sheikh procède à plusieurs remaniements ministériels dont la destitution du puissant Sheikh Hamad Bin Jassim Bin Jabr Al Thani, Premier Ministre, Ministre des affaires étrangères de l'émirat du Qatar et puissant personnage de l'émirat.

## LA DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE DE L'ÉMIRAT

*Taux de croissance du Qatar entre 2008 et 2012*



Avec un taux de croissance de 13% en moyenne entre 2008 et 2012, le Qatar s'est érigé en tant que puissance économique. Ce nouveau statut lui permet de jouer un rôle sur la scène diplomatique mondiale.

Les milliards de dollars que possèdent le Qatar sont un atout puissant pour cet émirat. Effectivement, la crise économique mondiale incite les Etats à rechercher de plus en plus de capitaux étrangers pour financer leur économie.

C'est dans ce sens que les qataris ont profité de cette nouvelle donne économique en accélérant leur politique d'investissement à l'échelle mondiale et sur tous les secteurs : banques, médias, communication, industrie, immobilier, tourisme, sport,...

Présent sur tous les fronts et sur toutes les grandes places financières, le Qatar mène une guerre d'influence contre son voisin et rival, l'Arabie Saoudite, leader incontesté du monde arabe.

Ainsi, les investissements qataris se font sentir sur l'échelle internationale : Paris, Londres, Japon et l'Afrique de l'Ouest. Cette omniprésence économique qui s'est développée au cours de ces dix dernières années, a permis à l'émirat d'apparaître comme un interlocuteur politique incontournable dans le monde arabe. Pour le Qatar, une nouvelle doctrine est apparue : pour être une puissance politique, il faut tout d'abord être une puissance économique.

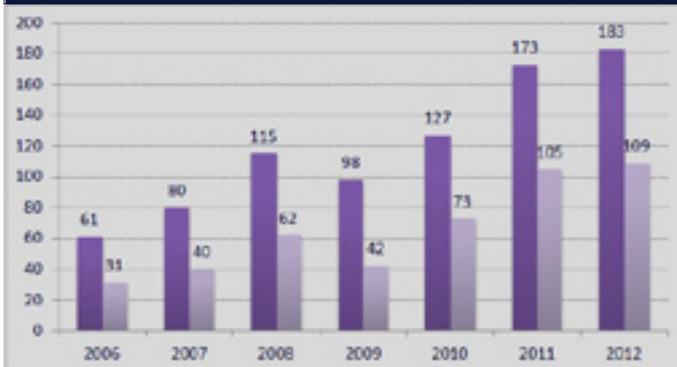
Pour y parvenir, le Qatar peut compter sur ses atouts énergétiques. Grand producteur de pétrole avec 1,1 million de barils produits par jour, le Qatar peut compter sur son gaz : la troisième réserve mondiale en gaz naturel (119 milliards de mètres cubes exportés en 2011), après l'Iran (2nd) et la Russie (1er), l'émirat est également le premier producteur mondial de GPL (Gaz de Pétrole Liquéfié). Au cours du mois de Mars 2013, un nouveau gisement de gaz en offshore a été découvert.

Mais la production de pétrole (1,1 million de barils par jour) n'est pas la seule ressource. Avec plus de 1,7 millions d'habitants dont 300 000 locaux, le Qatar est l'Etat le plus riche du monde. Mais comment l'émirat pourra-t-il maintenir ce niveau de richesses alors que les experts parlent d'une raréfaction des ressources en hydrocarbures dans le monde ?

Depuis l'indépendance le 3 septembre 1971, l'économie de l'émirat du Qatar est restée dépendante des hydrocarbures (pétrole, gaz naturel) qui sont ses principales ressources économiques. Les hydrocarbures représentent plus de 50% du produit intérieur brut du Qatar.

A cela s'ajoute l'envolée du cours des matières premières depuis la crise de 2007 qui a largement bénéficié au Qatar. Les réserves en dollars acquises à l'aide de cette conjoncture favorable a permis à l'émirat d'asseoir son hégémonie économique et par la suite son influence politique sur la scène mondiale.

*Progression du PIB et exportation de matières premières (en milliards de dollars) / Source : Fonds Monétaire International.*

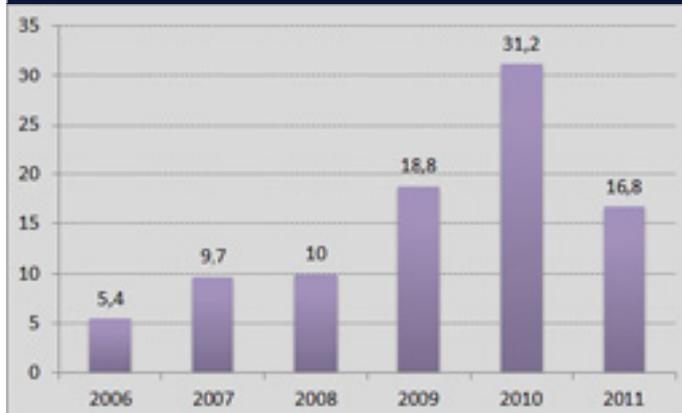


La PIB qatarien se décompose comme suit : l'agriculture ne représente que 0,1%, les services 22,1% et l'industrie 77,8%. La part importante de l'industrie est due au secteur pétrolier et gazier (principale source de revenu du pays). L'économie est donc axée sur les hydrocarbures, une ressource non renouvelable et très dépendante de la conjoncture externe. Pour ce défaire de cette dépendance, l'émirat a lancé une vaste opération de diversification de son économie, trop dépendante du pétrole et du gaz, et donc de la demande externe.

En 2005, le Qatar crée un fonds d'investissement souverain : QIA (Qatar Investment Authority). Il investit également dans le secteur financier mais aussi dans les secteurs des infrastructures et de l'immobilier. L'objectif final étant de diversifier son économie en bénéficiant des réserves monétaires fournies par les hydrocarbures.



*Evolution des réserves monétaires qataries (en milliards de dollars) / Source : Banque mondiale*



## LES FONDS SOUVERAIN DU QATAR

Afin de limiter la dépendance du Qatar vis-à-vis des énergies fossiles (pétrole, gaz), l'émirat a créé en 2005 un fonds souverain d'investissement : Qatar Investment Authority (QIA). Ce fonds souverain gère des actifs estimés à 115 milliards de dollars par le SWF Institute., une organisation internationale dont la mission est d'étudier les mécanismes et les moyens de financements publics.

QIA est basée à Doha. Il a pour principal objectif de « développer, investir et gérer les fonds de l'Etat » dans le but de diversifier les actifs et les investissements de l'émirat et cela en investissant à long termes dans tous les secteurs et dans toutes les régions du monde. Le fonds est composé de 2 véhicules d'investissements, qui ont chacun une activité particulière : Qatar Holding LLC (QH) et Qatari Diar Investment Company, spécialisé dans l'immobilier et qui compte plusieurs projets à travers le monde.

*Le fond d'investissement du Qatar est l'un des plus actifs dans le monde.*

Qatari Diar a été créé en 2005 et appartient à 100 % à QIA. Son secteur d'activité est l'immobilier. L'entité a pour objectif de soutenir la croissance économique du Qatar en coordonnant et pilotant les projets immobiliers du pays. L'entité est présente dans 20 pays. Elle a lancé 49 projets immobiliers au Qatar et 29 autres à travers le monde. Elle possédait, en 2011, un capital de 4 milliards de dollars.

Qatari Diar est également actionnaire dans deux groupes français : Vinci et Veolia. L'entité possède également 51% de Qatar Railways Development Company, une joint-venture avec DB international (49%), une filiale du groupe allemand de chemin de fer. Sur le plan immobilier, Qatari Diar possède plusieurs projets sur la rive sud de la Méditerranée dont le projet NILE Corniche en Egypte, situé sur les côtes du Nil et le projet de Sharm El Sheikh qui s'étalera sur 43,7 hectares. Au Maroc, Qatari Diar a lancé le projet de HOUARA, dans la région de Tanger. HOUARA est un projet touristique de luxe qui s'étalera sur 234 hectares. En Tunisie, il a lancé le projet touristique TOZEUR Desert Resort situé au sud-ouest de l'oasis de Tozeur, dans le désert tunisien. Son ouverture est prévue pour 2015. Cette force économique que procure QIA au Qatar lui permet d'avoir une influence politique majeure à travers le monde. QIA permet au Qatar de prendre des participations dans de grandes entreprises stratégiques étrangères.

En nouant des partenariats économiques, le Qatar devient un allié de premier ordre dans la région du Moyen-Orient comme l'atteste la relation entre la France et le Qatar qui sont intervenus mutuellement dans le conflit libyen visant à mettre fin au régime du Colonel Kadhafi.

Outre les projets immobiliers et les participations, le fonds s'est lancé dans l'investissement dans l'agriculture pour remporter le défi de la sécurité alimentaire au Qatar à travers sa branche Hassad Food.



Hassad Food est la branche d'investissement du Qatar Investment Authority. Détenue à 100 % par Qatar Holding (filiale de QIA) Hassad Food investit principalement dans le secteur de l'agriculture. La filiale a été créée en 2008 avec un capital de 1 milliard de dollars.

L'objectif de cette branche est d'assurer la sécurité alimentaire du Qatar dans une région où le climat est aride. Afin de parvenir à cet objectif, Hassad Food dispose d'une stratégie sur deux axes : l'achat de terre agricole dans des pays tiers et la prise de participation dans des entreprises du secteur agro-alimentaire.

Il est à rappeler que la filiale de Qatar Holding est présente sur trois continents : Australie, Asie et Afrique. Elle dispose également de deux entités : Hassad Food Australia, en Australie et Hassad Food Sudan, au Soudan.

Hassad Food fait partie du groupe de travail du Programme national de sécurité alimentaire du Qatar. Ce programme vise à faire de l'industrie alimentaire du Qatar, une industrie capable de répondre à l'autosuffisance des citoyens qatariens d'ici une dizaine d'années. Dans le cadre de ce programme, il est question de l'utilisation de l'énergie solaire pour dessaler l'eau de mer, dans le but d'une utilisation agricole. De même, ce groupe a deux autres axes de travail : la diversification de l'économie pour un développement durable et l'investissement en recherche et développement pour développer des technologies écologiques.

## MÉDIAS ET INFLUENCE

Al Jazeera Satellite Chanel (JSC) est le bras médiatique de l'émirat. C'est une chaîne d'information télévisée arabe qui émet 24 heures sur 24. JSC a été créée le 1er Novembre 1996 par l'émir du Qatar de l'époque, Sheikh Hamad Bin Khalifa Al Thani avec un budget de 100 millions de dollars.

Basée à Doha, JSC est rapidement devenue la chaîne de référence informationnelle du monde arabe et devient le concurrent direct de la chaîne d'information américaine CNN dans la région du Moyen-Orient. Elle a atteint, au bout de quelques années les 50 millions de téléspectateurs dans la région MENA (Moyen Orient - Afrique du Nord).

En 2008, une étude menée par Anwar Sadat Chair for Peace and Development de l'université du Maryland sur l'audience des médias d'information dans six pays arabes (Arabie Saoudite, Egypte, Emirats Arabes Unis, Jordanie, Liban et Maroc) a démontré qu'Al Jazeera était le leader en terme d'audience avec 53% de part de marché sur ces six pays.

Pour cela, JSC peut compter sur son réseau de diffusion. Il compte plusieurs chaînes de télévisions réparties par secteurs d'industrie et en plusieurs langues : Al Jazeera Channel, Al Jazeera live, Al Jazeera Sports, Al Jazeera International en anglais, Al Jazeera Documentary, Al Jazeera Net website, Al Jazeera Center for Training and Development, et Al Jazeera Mobile pour les services de messagerie mobile.

Selon le Sheikh Hamad Bin Jassim Bin Jabr Al Thani, ancien Ministre des Affaires Etrangères de l'émirat, « Al Jazeera vise la diffusion sur tous les continents afin de toucher l'ensemble des téléspectateurs arabes où qu'ils soient. » C'est dans cet objectif que la chaîne a signé plusieurs accords pour la diffusion satellitaire.

Par la suite, ce qui a été considéré comme une petite chaîne de télévision émergente s'est restructurée pour devenir Al Jazeera Media Network, un réseau de télévision qui détient le leadership sur les chaînes d'information du monde arabe et qui envisage de se développer à l'international.

JSC a été lancée en 1996 sous l'impulsion de l'émir-père du Qatar, Hamad Bin Khalifa Al Thani, juste après la suppression du Ministère de l'information en 1994. Le Président du Conseil d'Administration de la nouvelle chaîne est Hamad Bin Jassim Al Thani, un ancien fonctionnaire du Ministère de l'information et cousin de l'émir-père Hamad Bin Khalifa Al Thani.

Dès son lancement, la chaîne a offert une image de neutralité. Elle donnait la parole aux démocrates arabes. Elle a été la première chaîne arabe à inviter des officiels israéliens pour discuter et débattre sur son antenne. Ces deux approches ont séduit le public arabe qui n'était à l'époque, qu'exposé aux chaînes d'informations nationales détenues et contrôlées par les Etats.

C'est en 2001 qu'a lieu le revirement de la politique de rédaction de la chaîne. Cette période correspond à la diffusion exclusive par Al Jazeera des messages vidéos de Ben Laden.

Début 2013 a été rendu public l'acquisition par Al Jazeera Media Network de la chaîne américaine Current TV, cofondée par Al Gore, l'ancien Vice-président des Etats-Unis, pour la somme de 500 millions de dollars US. Cette acquisition a permis au réseau qatari d'acquérir de l'espace sur le câble télé américain : la chaîne Current TV atteint plus de 40 millions de foyers américains sur les 100 millions abonnés au service de câble ou satellite. Selon le journal britannique The Guardian : « Le deal est bien entendu destiné à octroyer à la chaîne Al Jazeera une meilleure pénétration du marché américain. Current TV sera fermée et remplacée par une nouvelle chaîne, Al Jazeera America. Et Gore deviendra membre du conseil d'administration. »

D'autre part, selon le quotidien américain Wall Street Journal, Al Jazeera Media Network aurait des visées sur l'ancien quartier général du New York Times pour leur expansion sur le sol américain. Même si l'acquisition de l'ex-QG du New York Times n'est pas encore conclue, le groupe est « en location d'un studio temporaire en plein Manhattan pour son équipe de 150 personnes déjà sur place pour entreprendre et consolider le lancement officiel dans le pays . »

D'autre part, l'implémentation de cette politique d'expansion reste déconcertante puisque cette expansion survient après le remaniement de l'institution et la démission, après 8 glorieuses années, du directeur Wadah Khanfar sous pression de l'Emir. Khanfar, né en Palestine en 1968, et arrivé à Al Jazeera en 2003.

Le changement soudain et le bouleversement au sein de l'institution pendant le Printemps Arabe a semé le doute sur la neutralité et la liberté de la chaîne par rapport à des pressions externes ou à l'Emir du Qatar.

***Les studios d'Al Jazeera à Bahrain. Ces bureaux ont été fermés suite aux accusations des autorités bahrainiennes sur le soutien apporté par la chaîne aux révoltes chiites.***

Après la démission de Khanfar, le 20 Septembre 2011, il est remplacé par un membre de la famille régnante, le Sheikh Hamad Bin Jassem Al Thani, et par conséquent, cette prestigieuse institution serait retombée dans « les mains des initiés. »

Tout au long de son développement et son établissement comme leader international dans le domaine de l'information, Al Jazeera Media Network est devenue « un outil avec une immense influence politique.» Certains prétendent que ce remaniement de l'institution est pour l'intérêt du Qatar, puisque l'émirat a « récemment découvert que son immense richesse lui attribue une influence et un pouvoir à l'échelle internationale indépendamment de son télédiffuseur. »

Néanmoins, ce remaniement soulève de nombreuses interrogations sur l'objectivité du groupe, assujetti à l'Emirat. En consolidant le pouvoir et l'influence de la famille régnante à la tête de l'institution, le télédiffuseur se retrouve aux mains de l'Emirat pour l'implémentation et la préconisation de la politique étrangère du Qatar, mais aussi comme un moyen de contrer le « Qatar Bashing » dont l'Emirat souffre suite aux nombreuses accusations sur son implication en Syrie ou encore dans le conflit de l'Azawad.



## LA DIPLOMATIE SPORTIVE

La meilleure vitrine diplomatique pour le Qatar est le sport. En effet, le troisième millénaire a connu une surmédiatisation du sport. Si les médias sont le « quatrième pouvoir » le Qatar en fait désormais son fer de lance dans sa conquête des esprits et des cœurs des citoyens du monde. Le Qatar s'intéresse au football, le sport des pauvres qui, désormais, se négocie à la surenchère. L'émirat a mis en place trois vitrines pour exposer sa puissance à travers le Football.

Le lancement d'Al Jazeera Sport en Novembre 2003 marque la première étape pour exposer la puissance du Qatar au monde : une chaîne qatarie, filiale d'Al Jazeera et dotée de moyens considérables. La chaîne sportive s'empresse de racheter les Droits TV partout dans le monde, et surtout en Europe, où le football se négocie en millions de dollars.

Al Jazeera Sport s'intéresse aux compétitions d'envergure : Liga en Espagne, Ligue 1 en France, Serie A en Italie, Bundesliga en Allemagne, ainsi que les compétitions internationales : Ligue des Champions, Coupe d'Europe, Coupe du Monde. Al Jazeera a déjà acheté les Droits de diffusion des coupes du monde 2018 et 2022, mettant à mal le géant français Canal+. Le Qatar s'assure un monopole presque absolu de la diffusion des événements sportifs les plus regardés au monde.

Plus loin encore, le groupe Al Jazeera crée sa filiale BeIN Sport basée en France, le 1er Juin 2012. Le 27 Juillet 2012, le groupe lance une deuxième chaîne BeIN Sport. BeIN attaque les marchés français, américain, russe et bientôt arabe (été 2013).

La nouvelle filiale n'hésite pas à afficher son ambition de se créer une forte image de marque même aux Etats-Unis et rentrer en compétition avec les géants de diffusion tels que ESPN et NBC Sports. BeIN a même embauché à New York TBWA\Chiat\Day pour mettre en place sa stratégie marketing et s'occuper de sa publicité.

Son agenda est chargé. Le Qatar organise annuellement l'Open de Doha de tennis, le grand prix de moto du Qatar, les Masters de golf du Qatar. L'émirat doit également se préparer pour accueillir en 2015 le championnat du monde de handball, la coupe des confédérations de football en 2021 et la coupe du monde de football en 2022.

Cette coupe du monde de football est l'évènement sportif phare du Qatar. Pour l'occasion, le Qatar ne lésine pas sur les moyens : construction de métro, routes et autoroutes sont prévus. D'autres infrastructures sportives d'envergures seront construites tel que le stade de Port Doha qui sera construit sur une île artificielle.

Le Qatar dispose de chaînes de télévision pour diffuser ces événements. Le sport reste donc pour les qatari un outil majeur d'influence. Effectivement, symbole du « soft power » qatari, le sport est aussi la cheville ouvrière d'une politique industrielle. Le Qatar est engagé dans une phase de conquête dans l'univers de la télévision sportive. Pour s'installer en force en France, Al Jazeera Sport a dépensé entre 300 et 330 millions d'euros dans l'acquisition de droits de retransmission, en premier lieu pour diffuser la Ligue1, déstabilisant ainsi Canal+.

*Maquette du stade de Port Doha qui sera construit sur une péninsule artificielle et abritera un port pour taxi-boat.*



Par la suite, l'émirat investit également dans le marketing sportif. En témoigne la tentative de reprise, l'an dernier, de la société suisse Infront par son fonds souverain QIA, ainsi que la montée au capital de Lagardère (groupe dont l'un des piliers repose sur le business du sport).

Le financement du sport qatari jouit de la bienveillance de la Qatar Sports Investments (QSI). Fondé en 2005, par l'Etat qatari, QSI est un fonds d'investissement sportif qui a pour objectifs de diversifier l'économie qatarie et de véhiculer une image positive du Qatar à l'international. Le fonds investit principalement dans le sport. QSI est dirigé par Nasser Ghanim Al Khelaifi, un ancien joueur de tennis, ancien DG d'Al Jazeera Sport qui est aussi le président du PSG. Nasser Al- Khelaifi est proche de Tamim Bin Hamad Al Thani, depuis qu'il était prince héritier du Qatar.

L'activité de QSI s'articule autour de 3 axes. Le premier consiste en le rachat de clubs à l'étranger. Le PSG Football Club a été racheté en 2 temps par QSI : à 70% en 2011 puis 100% en 2012. Egalement, le rachat du club de handball de Paris en 2012. Le second, est l'investissement dans des infrastructures sportives comme par exemple le Taj Exotica Golf Resort à Doha, Doha Marina Club ou encore Dana Club (Club de divertissements sportifs).

De même, QSI est présent dans le marketing sportif. Le fonds a investi dans Burrda Sport, un équipementier sportif qui appartient au groupe suisse Pilatus Sports. Selon certains médias, Burrda serait dirigée par Laurent Platini, le fils de Michel Platini qui est le Président de l'UEFA (Fédération européenne de football). Une autre acquisition de QSI est NextStep Marketing, une entreprise spécialisée dans le Marketing industriel : promotion, événementiel, relations publiques,...

Le dernier acteur majeur du sport qatari est le Comité des Jeux Olympiques (CJO) du Qatar, qui se présente pour l'organisation des JO 2024. Le Comité a été fondé le 14 mars 1979 et est dirigé par Tamim Bin Hamad Al Thani. Sa principale mission est l'organisation des Jeux Olympiques au Qatar en 2024.

Pour promouvoir le sport et son influence, l'émirat peut également compter sur sa une organisation internationale à but non lucrative : la Qatar Foundation (QF). Elle a été cofondée par l'Emir Hamad Ben Khalifa et Sheikha Moza en 1995. Elle est l'un des principaux piliers du développement social au Qatar. La Qatar Foundation, à travers le sport, étend l'influence du Qatar dans ce domaine en initiant des projets qui redore le blason de l'émirat. Son objectif est de promouvoir le développement humain. Pour ce faire, l'émirat réalise des partenariats stratégiques avec des universités dont Georgetown ou HEC pour « importer » leur universités au Qatar. QF est également présent dans le sponsoring sportif avec notamment la signature d'un partenariat avec le club espagnol du FC Barcelone, l'un des clubs de football les plus réputés du monde, à hauteur de 150 millions d'euros pour une période de 5 ans afin d'afficher leur enseigne sur le maillot du club. La Qatar Foundation a également investi dans les infrastructures sportives telle que Aspire Zone Qatar Foundation.

Pour devenir organisateur de ces événements, le Qatar a du faire preuve de beaucoup de Diplomatie pour obtenir les votes nécessaires. Aussi, le Qatar procède à une démonstration de force, pour se voir accorder plus de confiance par la communauté internationale et donc la possibilité de réaliser plus aisément des accords de coopération.

La Diplomatie Sportive propulse le Qatar sur le devant de la scène internationale. Organisation de la coupe du monde de football, acquisition de clubs de football,... sont autant d'événements qui médiatisent le Qatar. Traditionnellement, la coupe du monde de Football et les Jeux Olympiques d'été ont souvent servi de levier de développement et ont apporté plus de visibilité aux pays organisateurs (Espagne, Corée du Sud, Afrique du Sud, Chine...). Cette visibilité permet à l'organisateur, le Qatar, d'attirer des touristes, des investisseurs mais aussi des talents.

L'organisation d'événements sportifs internationaux demande beaucoup d'efforts en termes d'infrastructures et de superstructures. Leur construction représente d'importants investissements et requiert du Capital Humain. Le Qatar étant un pays qui attire beaucoup de jeunes étrangers hautement qualifiés, il pourra en attirer encore plus avec l'organisation de grands événements sportifs : ingénieurs, architectes, financiers, artistes voire même des sportifs.

Enfin, n'oublions pas que le Qatar est souvent dans une logique pécuniaire. Plusieurs de ses dirigeants l'ont déclaré. Les terrains de Football ou les complexes pour les Jeux Olympiques incluent aussi des centres commerciaux pour la population locale et sont gérés dans une optique de long terme pour la formation de jeunes talents.

Concernant le rachat de clubs de football comme le PSG qui est susceptible de remporter des titres et de vendre des joueurs, l'objectif est, à terme, de réaliser des plus values financières.

Enfin, la compagnie Suisse Burrda spécialisée en matériel sportif qui déclare vouloir concurrencer Nike, Adidas et Puma exerce ses activités dans ses bureaux à Doha et figure sur le portefeuille de QSI. Burrda Sport est affiliée à Pilatus Sport SA, société suisse affiliée à QSI via un holding basé à Qatar.

Somme toute, pour le Qatar, le sport est un levier d'action pour sa diplomatie mais aussi un investissement avec un retour en capitaux financiers ou en capital humain.



# LE DESTIN QUI A CONDUIT TAMIM AU POUVOIR

Lors du troisième weekend de Juin 2013, Al Jazeera, le bras médiatique de l'émirat, a annoncé que les membres de la famille régnante Al Thani étaient conviés par le Sheikh Hamad pour discuter d'un sujet important. Cette annonce a confirmé la rumeur, qui a germé en marge de la visite privée effectuée par l'émir du Qatar au Maroc, selon laquelle ce dernier allait céder son trône au prince héritier dans les jours qui suivent. Le 25 Juin 2013, cette information a été officielle : l'émir Hamad Al Thani annonce qu'il cède son trône au prince héritier, âgé de 33 ans, et que par conséquent, ce dernier devenait l'émir de l'Etat le plus riche du Golfe arabe. Cette succession a surpris toutes les capitales du Moyen- Orient, région dans laquelle, le pouvoir se transmet de père en fils sans tractation ni discussion.

Tamim remplace son père, âgé de 61 ans, alors que des rumeurs concernant la maladie du Sheikh Hamad Al Thani se propageaient depuis longtemps. Dans les premières heures de la matinée du mardi 25 Juin, le Sheikh Hamad a annoncé à la télévision nationale son abdication « en faveur de la jeunesse et l'attribution de la responsabilité étatique à une nouvelle génération représentée par le prince héritier ». Qui est donc le Sheikh Tamim et qu'est ce qui le distingue au sein de la famille régnante ? Comment est-il arrivé au pouvoir, avant que son parcours ne le guide, la matinée du 25 Juin 2013, vers cette responsabilité ?

Sheikh Hamad, qui a pris le pouvoir en 1995 suite à un coup d'état contre son père, devait assurer la succession de son fils désigné prince héritier, pour ne pas répéter sa propre expérience. C'est ainsi que l'émir a mis un terme aux traditions de la famille régnante Al Thani, dès le début des années 80, quand il a pris conscience du refus de son premier enfant Mechaal de prendre le pouvoir. Ce dernier n'a pas tardé à exprimer son envie de renoncer au pouvoir.

Au début des années 90, quand Hamad Al Thani commence à penser à détrôner son père, il envisagea de transmettre le pouvoir au petit frère de Mechaal, Fahd. Mais ce dernier va décevoir son père de manière choquante. Le parcours scolaire de Fahd à l'académie royale militaire de Sandhurst, au Royaume-Uni, ne l'a pas empêché de se tourner vers l'extrémisme religieux. En 1993, alors qu'il suivait une formation militaire en Jordanie, il disparut soudainement pour apparaître, après deux semaines, dans une école islamique au Pakistan conduisant le Sheikh Hamad à écarter Fahd de la succession.

Octobre 1996, quelques mois après sa prise de pouvoir, le Sheikh Hamad pense à Jassim, l'ainé des enfants de la Sheikha Mozah. Jassim est issu de l'académie royale militaire de Sandhurst, formation préférée des Al Thani. Mais la santé de Jassim ne lui permet d'occuper ce poste malgré tous les espoirs que l'émir a placé en lui.

C'est pourquoi, en 2003, après quatre tentatives échouées, l'émir se tourna vers Tamim afin de lui donner sa chance. Ainsi, la famille régnante décida de nommer Tamim en tant que prince héritier de l'émir. Les anciens prétendants au poste de prince héritier, malgré qu'ils aient déçus l'émir, ont eu droit à leur part du gâteau. Mechaal, qui aime résider en Floride, est devenu Président de l'association arabe de la justice. Quant à Fahd, malgré son intérêt pour les affaires et son choix de renoncer à la succession, présentait toujours une source d'inquiétude pour son père. De son côté, Jassim a trouvé dans le sport ce qui correspond le mieux à ses loisirs. Il travailla activement au dossier de l'organisation de la coupe du monde de football en 2022 au Qatar. Il est également en charge de katara, un village culturel basé à Doha.

Dans tous les cas, la probabilité qu'un membre de la famille régnante tente de renverser Tamim est minime puisque les membres de la famille, qui sont plus d'une centaine, jouissent déjà des larges revenus que leur procure l'émirat. Les multinationales qataries, Al Jazeera ou encore la Qatar Petroleum sont aux mains de la dynastie Al Thani.

Saoud Bin Mohammed, par exemple, à qui l'émir Hamad a confié la mission d'acheter des œuvres d'art à travers le monde pour le compte des musées de Qatar, a été évincé de son poste de Ministre de la culture 2005 suite à son inculpation concernant l'émission de fausses factures qui s'élèvent à plus d'un milliard de riyals qataris. A la même période, Sheikh Hamad bin Khalifa a évincé l'ancien pilote qatari Abdullah de son poste de chef de cabinet de l'émir (poste qu'il occupait depuis 2000) après des pratiques frauduleuses effectuées sous le couvert de la société de transport de Qatar Gas.

De même, chacun des enfants de l'émir avec la Sheikha Mozah bénéficie des largesses du pouvoir. Mayassa, l'aînée des filles de Mozah, qui a suivi ses études à la « Columbia Business School » de New York, a été nommée en septembre 2005 Directrice des musées de Qatar, et dernièrement elle a rejoint la Direction de la Qatar Foundation, une fondation créée et dirigée par sa mère. Sur le plan politique, Mayassa est vue par les Etats-Unis comme influençable et dotée de peu d'enthousiasme.

Néanmoins, lorsqu'elle a étudié les Sciences Humaines en France elle a entretenu des relations d'amitié avec la famille « De Villepin ».

Sa petite sœur Hind, quant à elle, bénéficie d'une haute estime politique : elle entretient des relations avec le Hamas et même avec des responsables iraniens. C'est dans ce cadre qu'elle a été nommée en 2008, Directrice du cabinet de l'émir et est devenue bras droit son père. Elle l'accompagne dans la plupart de ses visites à l'étranger. Elle a de fortes chances de succéder à sa mère Mozah pour la Direction de la Qatar Foundation.

Concernant son frère Mohamed, ce dernier est attaché au théâtre et à l'équitation. Il est à la tête de la Commission qatarienne qui organisera la coupe du monde 2022. Il est également membre du Conseil de direction de la Qatar electricity and water company, la société d'eau et d'électricité de l'émirat.

Néanmoins, tout ceci ne doit pas donner l'impression d'une absence de déséquilibres au sein de la famille régnante et que des conflits ne peuvent pas voir le jour.





